



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Guerre en Ukraine : le mystère des effectifs et les difficultés à les augmenter	Page 2
Les chars de combat, une arme indispensable depuis plus d'un siècle	Page 6
Drones, gilets pare-balles... Des entreprises chinoises livreraient bien du matériel militaire en masse à la Russie	Page 10
En Ukraine, l'armée évacue ses blessés par drone cargo, une première au monde	Page 12
Pour le renseignement militaire français, la guerre en Ukraine pourrait se prolonger en 2024, voire en 2025	Page 13
Arctique. Une flotte russo-chinoise a patrouillé au large de l'Alaska	Page 16
La marine russe et l'Arctique nouvelle réalité, anciens enjeux	Page 17
Pourquoi l'Europe occidentale sous-estime gravement le devenir de la menace militaire russe	Page 22
Défis et bilan de la lutte contre le djihadisme en Afrique	Page 27
Actualités du Moyen-Orient – Juin-juillet 2023	Page 35
JO 2024. Les menaces qui planent sur les Jeux dévoilées dans une note de la gendarmerie	Page 43



GUERRE EN UKRAINE : LE MYSTÈRE DES EFFECTIFS ET LES DIFFICULTÉS À LES AUGMENTER

Au début de la guerre, en février 2022, l'armée de terre ukrainienne comptait environ 250 000 hommes et 900 000 réservistes, dont 200 000 ont été immédiatement appelés sous les drapeaux. Le rappel des réservistes s'est ensuite accéléré en même temps que le gouvernement ukrainien décrétait la mobilisation générale pour tous les hommes âgés de 18 à 60 ans. De fait, sur le papier, le potentiel mobilisable par l'Ukraine était supérieur à 10 millions d'hommes. Bien entendu, c'est un chiffre très théorique, tous ne pouvant pas être mobilisés car, outre l'aptitude physique demandée, le rôle de certains hommes dans la société les rend quasi-indispensables au fonctionnement du pays.

Fin juillet 2022, le gouvernement ukrainien indiquait disposer de 700 000 hommes dans les forces armées dont 43 000 pour l'armée de l'air, 6 500 pour la marine, plus les membres de la défense territoriale. Cela ne prenait pas en compte la garde nationale (50 000 hommes environ). L'objectif alors affiché par le président Zelensky était d'aligner une armée d'un million de combattants.

De son côté, la Russie a attaqué son voisin avec moins de 160 000 hommes sur des effectifs théoriques de 380 000 hommes dans l'armée de terre, auxquels il faut ajouter les 45 000 hommes des VDV (troupes aéroportés) ainsi que les 35 000 hommes de l'Infanterie de marine. C'est peu, très peu même et, à l'été 2022, on peut estimer que l'armée russe alignait sur tout le front moins de 120 000 combattants. A ce moment, l'armée ukrainienne bénéficiait donc d'un rapport de force très favorable qu'elle a su exploiter en enfonçant les lignes russes dans la région de Koupiansk et en obligeant l'armée russe à évacuer la rive occidentale du Dniepr autour de Kherson.

LES EFFECTIFS UKRAINIENS

Début août 2023, l'armée ukrainienne et la Garde nationale alignaient environ 110 brigades de combat – plus ou moins quelques-unes dont l'existence est sujette à caution -, dont on ignore le statut exact (détruites, en cours de formation ou prévues...) ; il faut aussi ajouter une vingtaine de brigades spécialisées (artillerie, défense sol/air, guerre électronique etc.). Cela représente donc un total d'environ 600 000 hommes (une brigade ukrainienne compte en théorie entre 4 000 et 5 000 hommes), sans compter les effectifs de l'armée de l'air et de la marine. A ces formations, il faut adjoindre aussi quelques unités indépendantes. En additionnant le tout, on arrive globalement à des chiffres tout à fait comparables à ceux de juillet 2022, soit environ 700 000 hommes sous les drapeaux, y compris les 31 brigades (140 000 hommes) appartenant à la défense territoriale.

Ces effectifs prennent en compte les volontaires internationaux, 15 000 environ, et les 15 000 à 20 000 soldats en cours de formation dont une partie à l'étranger. Sur les 110 brigades de première ligne (brigades mécanisées, blindées, de marine, de chasseurs etc.), 93 sont sur le front, soit à l'offensive, soit en appui direct d'une offensive en cours, soit pour tenir une partie d'un front de plus de 800 km. Ceci représente environ 400 000 hommes dont environ 120 000 appartenant à la défense territoriale (23 brigades). Ces brigades territoriales sont le plus souvent affectées à la tenue du front sur des secteurs plus calmes ou employées en appui des brigades à l'offensive.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Ainsi, le front de Kherson n'est tenu que par 5 brigades dont 4 de la défense territoriale. Le front sud de Zaporizja compte 26 brigades (dont 11 se concentrent sur le secteur au sud d'Orikhiv, axe principal de l'offensive ukrainienne), plus 4 autres en arrière du front. De Marinka à Siversk, pas moins de 31 brigades sont engagées et 22 brigades, plus une en réserve, se trouvent sur le front nord. La frontière avec la Russie et la Biélorussie est quant à elle tenue par 9 brigades, principalement de la défense territoriale.

On constate alors que les disponibilités de l'armée ukrainienne sont limitées et on a du mal à trouver les brigades de réserve immédiatement utilisables dont nous parlent les médias pour exploiter une éventuelle percée. Certaines parties du front ne sont que faiblement défendues et, concentrer toutes les forces encore en réserve au même endroit serait assez dangereux. On peut donc penser que l'offensive ukrainienne débutée en juin 2023 représente un effort qui, aujourd'hui, n'est pas très loin d'avoir atteint l'effet maximal dont le pays est actuellement capable.

LES EFFECTIFS RUSSES

Le 21 septembre 2022, le président russe a décrété une mobilisation partielle pour venir gonfler les effectifs sur le front ukrainien. Début novembre 2022, Moscou annonçait avoir mobilisé 318 000 hommes sur les 25 millions mobilisables. Malgré son côté parfois chaotique, cette mobilisation a néanmoins permis à l'armée russe de rééquilibrer le rapport de force sur le front. En décembre, le président russe affirmait que 150 000 de ces mobilisés avaient été envoyés sur le front ukrainien, dont 77 000 en première ligne. Les estimations évaluent autour de 300 000 à 330 000 le nombre de Russes actuellement engagés sur le front. De plus, selon le ministre de la Défense russe, 231 000[1] volontaires se seraient engagés entre le 1er janvier et le 3 août 2023.

En un an, l'armée russe a réussi de son côté, et malgré les pertes, à pratiquement tripler sa présence sur le terrain et à augmenter ses effectifs globaux de plus de 500 000 hommes. Bien entendu, ces chiffres sont à prendre avec précaution, ils sont peut-être exagérés et une partie a forcément servi à compenser les pertes ; mais le solde reste sans doute positif.

La répartition de ces unités sur le front est plus difficile à connaître que côté ukrainien car, contrairement à leur adversaire, les Russes communiquent bien moins (chaque brigade ukrainienne communique sur les réseaux sociaux, ce qui permet de les localiser). Ce que l'on sait repose beaucoup sur ce que les Ukrainiens disent, cela est donc à prendre avec précaution. Les unités russes semblent être globalement positionnées en miroir des unités ukrainiennes, avec des grosses concentrations là où les Ukrainiens sont les plus nombreux.

On remarquera le maintien de forces relativement importantes sur la rive est du Dniepr, en face de Kherson, avec pas moins de 7 brigades, plus de nombreux régiments et bataillons divers, ce qui indique que les Russes prennent toujours au sérieux la possibilité d'un débarquement et n'ont pas dégarni cette partie du front. Sur le reste, il semble que leur dispositif soit plus étalé en profondeur que celui de leur adversaire qui très concentré sur la ligne de contact. Cela semble logique pour une armée largement en position défensive.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Les réserves dont dispose l'armée russe sont difficiles à évaluer mais, comme elle semble réussir à augmenter ses effectifs, on peut supposer qu'elles existent.

POURQUOI L'ARMÉE UKRAINIENNE N'EST-ELLE PAS PLUS IMPORTANTE ?

On peut s'étonner de cette faiblesse numérique au regard du potentiel mobilisable et des nombreuses campagnes de recrutement. On pouvait supposer qu'avec une base de mobilisation si large l'armée ukrainienne pourrait aujourd'hui compter sur des effectifs à minima deux ou trois fois supérieurs. Rien qu'en additionnant les chiffres de l'armée de terre de février 2022 et ceux des réservistes, on arrive à 1 150 000 hommes, sans même parler du potentiel de la mobilisation générale. Bien entendu, il y a les pertes, mais elles ne peuvent pas, à elles seules, expliquer une telle différence. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer:

– La première raison est que, pour mobiliser, il faut du monde qui dirige, forme et équipe toute cette troupe. L'armée ukrainienne est peut-être limitée dans sa capacité à absorber de nouvelles recrues. A-t-elle trop peu d'officiers et de sous-officiers pour assurer l'encadrement, manque-t-elle de capacités de formation ainsi que d'équipements (paquetage, armes, véhicules etc.) ? D'ailleurs plusieurs témoignages [2] indiquent qu'aujourd'hui encore la majorité des mobilisés ne reçoit qu'une formation minimale d'une semaine seulement. C'est très court. Même ceux qui sont formés à l'étranger sur les nouveaux matériels reçoivent une instruction insuffisante (quelques semaines) alors qu'il faudrait des mois ; sans compter que certaines de ces formations sont, pour les Ukrainiens, inadaptées au type de conflit auquel ils font face. Les premières indiscretions, qui sont apparues dans la presse anglo-saxonne et allemande, indiquent que les formations sont trop rapides, qu'elles se limitent souvent à l'utilisation basique du matériel (« mécanisation »). A ceci se rajoutent les difficultés de compréhension entre stagiaires ukrainiens et instructeurs anglophones (le recours à des traducteurs est souvent nécessaire). Le niveau militaire des soldats ukrainiens est parfois jugé trop faible selon les standards occidentaux et la formation tactique est souvent limitée à de la théorie, avec peu ou pas de mise en pratique. Cela leur donne tout juste une capacité d'utilisation sommaire des matériels mais pas la possibilité d'en exploiter le plein potentiel avec une doctrine adaptée. La variété des matériels fournis oblige les soldats à passer souvent d'un équipement à l'autre, parfois même d'une spécialité à une autre, sans mise à niveau, pour compenser des pertes dans l'urgence. De fait les soldats ukrainiens ont beaucoup de mal à capitaliser sur le gain d'expérience acquis sur le terrain.

– La deuxième raison est que des mobilisés sont sans doute restés, en tant que civils, rattachés à des missions logistiques sur l'arrière. C'est un fait beaucoup moins médiatisé mais ce sont des fonctions absolument essentielles : il faut énormément de monde pour gérer les stocks de munitions, d'armes, de matériel et de nourriture qui doivent être acheminés près du front. Le volume des mobilisés affectés à ces tâches est inconnu et il est donc difficile de savoir quelle proportion ceux-ci représentent.

– La troisième raison est peut-être liée à des difficultés de recrutement. On aurait pu penser que, compte tenu du potentiel théorique mobilisable, l'armée ukrainienne aurait « l'embaras du choix », mais cela ne semble pas le cas. Des cas d'enrôlement forcé sont signalés et il semblerait que les



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

centres pour accueillir les nouveaux engagés peinent à trouver du monde, contrairement au début de la guerre où il y avait la queue. Il est possible que le réservoir des volontaires se soit en partie tari. Ces problèmes sont-ils en lien avec la récente décision du président ukrainien de limoger tous les responsables du recrutement ? [3]

La capacité de régénération de l'armée ukrainienne semble limitée et, depuis un an, les effectifs apparaissent stables. Malgré un potentiel humain important, l'armée ukrainienne semble être juste en capacité de compenser ses pertes, sans pouvoir gagner en volume. Sauf à ce qu'il existe des brigades cachées – ce qui paraît peu probable –, on comprend alors les difficultés pour les Ukrainiens de concentrer suffisamment de forces au même endroit pour espérer percer les lignes russes. Mais le problème ne semble pas venir uniquement des effectifs, mais aussi des armements. Les fournitures occidentales compensent les pertes mais ne permettent pas non plus aux Ukrainiens de monter en puissance, ce qui limite de facto la formation de brigades. Cela n'aurait pas beaucoup de sens de former plus d'équipages de chars qu'il n'y a de chars en dotation. Il semble donc que le nombre de combattants alignés soit globalement en cohérence avec le volume d'armement et d'équipement disponible. Pour voir l'armée ukrainienne réellement « grandir », il faudrait non seulement fournir beaucoup plus de matériel mais aussi assurer la formation d'un plus grand nombre de soldats sur des durées bien plus longues. Il n'est pas certain que les pays occidentaux en aient les moyens, ou la volonté, en l'absence d'objectifs clairement définis [4].

Cette situation conduit à considérer comme vains les propos de ceux qui prônent une fourniture de matériel plus rapide, même sans formation. Ce serait extrêmement contre-productif de livrer un armement que les soldats ne sauraient utiliser faute d'entraînement adapté car leurs capacités opérationnelles chuteraient malgré un matériel déclaré théoriquement plus « performant » (sans même parler des problèmes de maintenance). Livrer des F-16 aux Ukrainiens trop rapidement serait là aussi une erreur [5]. Outre le problème de maîtrise de la langue anglaise (seuls 8 pilotes ont été jugés aptes à suivre la formation avec une maîtrise suffisante de la langue anglaise), de tactiques, de doctrines et d'armements très différents, il y a aussi le changement d'unités de mesure. Passer du mètre, du kilomètre et du kilomètre par heure aux pieds, nautiques et aux nœuds n'a rien d'évident quand on n'a pas intégré ces unités de mesure depuis des années. Être capable de faire la guerre, sous stress intense, sans avoir à réfléchir sur ces unités de mesure prend de très nombreux mois voire des années, sauf si des pilotes et des mécaniciens « volontaires » occidentaux déjà expérimentés interviennent en soutien. Donner plus et trop vite permettrait peut-être de faire grossir plus rapidement l'armée ukrainienne mais elle y perdrait en efficacité. Un soldat est plus efficace avec un équipement qu'il connaît parfaitement qu'avec du matériel, peut-être plus performant sur le papier, mais qu'il ne maîtrise pas. Il y a un équilibre à trouver entre le volume de matériel donné, les temps de formation qui peuvent être délivrés et les capacités d'une armée à absorber les nouvelles recrues.

Tout ceci laisse supposer, qu'en l'état actuel des choses, l'armée ukrainienne est en mesure de garder son format dans la durée à la condition que l'Occident continue à transférer armes et munitions au même rythme. Néanmoins, on peut douter que ce format soit suffisant pour réellement percer les défenses russes car, à parité numérique ou presque, l'exercice est plus que délicat face à



un adversaire profondément retranché. Autre problème, si l'armée russe a subi de nombreuses pertes depuis le début du conflit, elle semble en mesure d'augmenter ses effectifs au fil du temps, contrairement à son adversaire. Mais il n'est pas certain que la Russie veuille accroître davantage sa présence sur le front tant qu'elle arrive à tenir ses positions et à maintenir un équilibre des forces. Il est possible que le statu quo perdure si l'Ukraine n'arrive pas à prendre plus de « muscle » ou que la Russie arrive à suivre l'éventuelle montée en puissance ukrainienne.

En l'état actuel des choses, d'un point de vue strictement militaire, il ne faut sans doute pas s'attendre à de profonds bouleversements sur le front dans les mois à venir.

[1] <https://www.capital.fr/economie-politique/larmee-russe-a-recrute-230000-soldats-en-2023-1476230>

[2] <https://www.youtube.com/watch?v=69Rec9HSjJ4>

[3] <https://www.opex360.com/2023/08/11/kiev-congedie-tous-les-responsables-du-recrutement-de-ses-armees-au-nom-de-la-lutte-contre-la-corruption/>

[4] <https://cf2r.org/reflexion/laide-occidentale-peut-elle-priverkiev-dune-victoire/>

[5] <https://www.opex360.com/2023/08/12/les-f-16-promis-a-kiev-ne-devraient-pas-etre-prets-dici-lete-2024-une-rumeur-sur-un-don-de-mirage-2000-enfle/>

cf2r.org

Les chars de combat, une arme indispensable depuis plus d'un siècle

Des tranchées de la Première Guerre mondiale jusqu'au futur char franco-allemand MGCS, retour sur quelques moments marquants de l'histoire des « tanks », acteurs majeurs des champs de bataille depuis 1916.

Pour illustrer le premier des quatre cercles du périmètre de la défense nationale, celui de la défense militaire, Athéna a choisi cette semaine de raconter l'épopée d'un équipement indissociable de l'imaginaire de la guerre depuis 107 ans : le char de combat.

1916 : LES PREMIERS CHARS SÈMENT LA TERREUR DANS LES LIGNES ALLEMANDES

Au début du XVI^{ème} siècle, Léonard de Vinci dessinait déjà des prototypes de chars. Au début du XX^{ème}, l'état-major français, préférant la traction hippomobile, refusait le projet du capitaine d'artillerie Léon Levavasseur, le premier de l'Histoire à combiner blindage, canon et traction à chenilles. Il faut donc attendre le déclenchement d'une guerre mondiale pour que les premiers chars de combat réalisent enfin un rêve presque aussi vieux que la guerre : pouvoir progresser sous le feu ennemi tout en tirant et en restant protégé. Au milieu du conflit, leur arrivée dans les tranchées allemandes est fracassante. Ces engins pionniers, les Mark I, sont britanniques et garderont le nom de « tanks » (réservoirs) puisque leurs créateurs avaient maquillé leur conception ultrasecrète en simple projet de citernes d'eau autotractées destinées à servir en Mésopotamie. Rejeté par le ministre de la Guerre, lord Kitchener, le programme avait vu le jour grâce à l'insistance du Premier lord de l'Amirauté, Winston Churchill.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Affichant plus de 28 tonnes sur la balance, abritant huit soldats sous sa carapace blindée de près de 10 m de long sur 4 de large et 2,4 de haut, armé de deux canons de 57 mm Hotchkiss, le Mark I n'est pas forcément un succès tactique lors de son premier engagement, le 15 septembre 1916, dans la bataille de Flers-Courcelette, un des épisodes de la bataille de la Somme. Sur les 49 chars engagés, seuls 9 parviennent à leurs objectifs. Mais les dégâts que causent ces derniers sont importants et, surtout, ils sèment la panique dans les tranchées ennemies.

« UN CROCODILE RAMPE À L'INTÉRIEUR DE NOS LIGNES ! »

Dans « Soldats de France » (le magazine de la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire de l'armée de Terre)[1], l'historien François Cochet cite un édifiant témoignage[2] sur la réaction des soldats allemands face à un Mark I, au sud de Courcelette : « Un homme arriva en courant à gauche : « Il y a un crocodile qui rampe à l'intérieur de nos lignes ! » Le malheureux avait perdu la tête. Il venait de voir un char pour la première fois et avait assimilé à un monstre cet énorme engin se cabrant et basculant. L'ennemi avait amené un char dans nos lignes, nouvel engin de combat, dont nous n'avions pas soupçonné l'existence et contre lequel nous n'avions pas de parade. Tirer au fusil dessus revenait à tirer à la sarbacane. » Commentaire du professeur Cochet : « Un choc matériel et psychologique particulièrement impressionnant et terrifiant. »

Côté français, depuis le début de la guerre en 1914, le comité général d'artillerie a finalement compris que le projet Levavasseur de 1903 pouvait avoir son utilité. Le char Schneider CA1 sera le premier blindé engagé sous pavillon tricolore, le 16 avril 1917 pour l'offensive du Chemin des Dames, avec un succès tactique mitigé mais, là encore, un impact psychologique important. Il faudra attendre le fameux char Renault FT, lancé au combat fin mai 1918 pendant la troisième bataille de l'Aisne, pour que naissent véritablement les premières formes de « guerre blindée ». La tourelle de canon pivotante à 360° du « char de la victoire » sera reprise ensuite par tous les tanks, et près de 4000 exemplaires équiperont une trentaine de pays du monde entier jusqu'en 1949.

SECONDE GUERRE MONDIALE : À CHACUN SON RÔLE

Pendant l'entre-deux-guerres, les différentes puissances se lancent dans le développement de chars chacun dédié à un rôle différent, qui sont lancés sur les champs de bataille de la Deuxième Guerre mondiale :

Char léger : son poids de moins de 10 tonnes et son blindage plutôt fin (10 mm) le rendent très rapide, autour de 40 km/h. Il est donc assigné à des missions de reconnaissance ou de poursuite, comme les tanks allemands Panzer I et II déployés lors de la Blitzkrieg (la guerre éclair) au début du conflit. Côté français, les Hotchkiss 35 (puis 38 et 39) servent jusqu'à la défaite de 1940.

Char moyen : d'un poids de 10 à 20 tonnes, blindage de 30 mm, il progresse à moins de 30 km/h, ce qui en fait un char polyvalent ; les M3 Lee ou Grant et M4 Sherman américains, les Panzer IV et V allemands et le T34 soviétique en sont les exemples les plus connus. Améliorés tout au long du conflit, ils seront progressivement éclipsés après la guerre par l'émergence du concept de char de combat principal.

Char d'infanterie : d'une puissance de feu importante, épaissement blindé, il est lourd et lent et se trouve progressivement dépassé par les tanks plus modernes et l'artillerie antichar au fil du conflit,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

même si les Churchill ou Valentine britanniques, ou le T26 soviétique (12 000 exemplaires !) ont marqué les esprits.

Char lourd : descendant direct des chars du premier conflit mondial, lourd de plus de 20 tonnes, notamment en raison de son blindage plus épais, il est fatalement plus lent, mais très efficace pour détruire des chars plus légers et des fortifications. Le mastodonte français FCM-2C, qualifié de « super-lourd » avec ses 68 tonnes et son équipage de 12 soldats, restera l'un des plus impressionnants... mais ne sera jamais vraiment utilisé, sa dizaine d'exemplaires étant bombardés ou bloqués puis sabordés pendant la bataille de France, en 1939-40.

Char de rupture : supposé apporter la victoire par sa simple présence sur le champ de bataille, il est doté d'une grosse puissance de feu et d'un blindage épais. Le soviétique KV-1, construit à près de 3000 exemplaires, s'est montré très efficace pendant le conflit. Le char super lourd de rupture français FCM F1, une « forteresse » de 139 tonnes, 10 m de long sur 3 de large et un blindage de 120 mm, conçu pour percer la ligne Siegfried, restera limité à un seul prototype en raison de la défaite de 1940.

Char rapide (ou de cavalerie) : appelé cruiser tank par les Britanniques qui l'ont conçu, il constitue la véritable innovation en matière de chars au début de la Seconde Guerre mondiale. Destiné à opérer indépendamment des chars d'infanterie et des chars de rupture, car plus agile et rapide, il se retrouve finalement rattrapé, au fil du conflit, par le gain de vitesse de tanks plus lourds et mieux blindés. Mais ce concept sera inspirant pour la génération suivante de chars : le char de combat principal. Exemples : Covenanter, Crusader, Comet, Centurion...

APRÈS-GUERRE ET AUJOURD'HUI : LE CHAR DE COMBAT PRINCIPAL, TYPE LECLERC

Principale leçon de la Seconde Guerre mondiale en matière de chars : les tanks à mission spécifique se sont souvent trouvés impuissants dans des situations de bataille pour lesquelles ils n'étaient pas conçus. Au début de la Guerre froide, les principales puissances en arrivent donc à la même conclusion, et fusionnent les concepts de char de rupture, char d'infanterie, char rapide et chasseur de chars (un véhicule de lutte antichar) en un seul : le char de combat principal, ou char de bataille principal, ou encore char universel. Il s'agit de combiner un blindage épais, une vitesse rapide et une importante puissance de feu : solidité, vélocité, agressivité.

Le Centurion britannique, entré en service en 1946, est le premier du genre. À l'aube des années 1970, la plupart des armées en sont équipées. En novembre 1990, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) définit le char de bataille de la manière suivante, dans son traité sur les forces armées conventionnelles en Europe :

« Le terme "char de bataille" signifie un véhicule blindé de combat automoteur, qui est doté d'une grande puissance de feu, obtenue essentiellement par un canon principal à tir direct à grande vitesse initiale, nécessaire pour prendre à partie des objectifs blindés et autres, qui possède une grande mobilité tout terrain, qui assure un degré élevé d'autoprotection, et qui n'est ni conçu ni équipé au premier chef pour transporter des troupes de combat. De tels véhicules blindés sont utilisés comme système d'arme principal des formations de chars et des autres formations blindées des forces terrestres. Les chars de bataille sont des véhicules blindés de combat à chenilles qui ont un poids à vide d'au moins 16,5 tonnes et qui sont armés d'un canon d'un calibre d'au moins 75 millimètres



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

pouvant tourner sur 360 degrés. En outre, tout véhicule blindé de combat à roues mis en service et répondant à tous les autres critères susmentionnés est également considéré comme un char de bataille. »

LE LECLERC ATTEINT DES CIBLES MOUVANTES EN ROULANT

Depuis 1946, plusieurs dizaines de modèles ont été conçus par une vingtaine de pays. Dans les années 60, la deuxième génération inclut des protections contre les armes nucléaires, bactériologiques et chimiques ; la troisième, arrivée dans les années 1970 et toujours en service aujourd'hui, ajoute progressivement des systèmes de visée numérique améliorant la capacité à tirer, des blindages composites et de l'imagerie thermique.

Le char français Leclerc entre dans cette catégorie. Successeur de l'AMX-30, grand succès de l'industrie hexagonale toujours utilisé par quelques pays, le Leclerc s'est beaucoup moins exporté, en raison d'un développement trop tardif par rapport à ses concurrents : à part la France, seuls les Émirats arabes unis et la Jordanie l'utilisent. En comparaison, le Leopard 2 allemand sert dans 23 pays.

Conçu par Nexter (company of KNDS) (ex-GIAT Industries), entré en service en 1993, le Leclerc est aujourd'hui le seul en dotation dans l'armée française, avec 220 exemplaires opérationnels actuellement. D'une longueur de 6,9 m et d'un poids de 54 à 57 tonnes selon les versions, il atteint 70 km/h sur route, 60 km/h sur terre et, malgré son poids, 32 km/h en moins de 5 secondes. Le système de chargement automatique de munitions de son canon de 120 mm lui permet de se contenter d'un équipage de 3 soldats (chef de char, conducteur et opérateur en tourelle), contre 4 dans les autres chars. Sa capacité à charger, mais aussi à tirer en roulant sur cible fixe ou mouvante jusqu'à 4000 m est unique par rapport à ses rivaux. En résumé, le Leclerc allie rapidité, mobilité et précision, ce qui en fait l'un des meilleurs chars du monde actuellement.

Plus fabriqué depuis 2008 mais prévu pour servir jusqu'en 2040, il est actuellement modernisé (version « XLR ») afin de s'intégrer dans le système de combat numérisé Scorpion. Les premiers engins XLR sont attendus à la fin de l'année.

HORIZON 2040 : LE MGCS, PROJET FRANCO-ALLEMAND À GESTATION COMPLEXE

En 2017, la France et l'Allemagne ont officiellement annoncé lancer le développement du Système de combat principal terrestre, plus connu sous l'acronyme anglais MGCS (pour Main Ground Combat System). Prévu pour succéder aux Leclerc et Leopard 2 vers 2035-2040, ce char « augmenté » devrait notamment utiliser l'intelligence artificielle et les nano-technologies pour s'intégrer dans le programme Titan (successeur du Scorpion) avec d'autres engins aériens ou terrestres, tout en important potentiellement des robots ou des drones.

« Devrait », car depuis 2017, le programme connaît quelques déconvenues. Initialement porté à 50/50 par Nexter et son homologue allemand Krauss-Maffei-Wegmann (KMW) au sein de la co-entreprise KNDS, il a vu depuis 2019 un troisième opérateur s'inviter dans le poste de pilotage,



l'autre industriel allemand Rheinmetall. Chaque entreprise gère donc désormais un tiers du programme, l'Allemagne en ayant la direction politique.

Depuis, les signes négatifs s'accumulent : le ministère allemand de la Défense a fait part cette année de son intention de commander des Leopard 2A8, dernière version du best-seller de KMW, pour remplacer des chars donnés à l'Ukraine. Et Rheinmetall, en parallèle, pousse son KF-51 Panther, pendant que ses dirigeants semblent jouer contre le programme MGCS...

Qu'à cela ne tienne : côté politique, les deux pays maintiennent leur ferme intention de mener le projet à terme. Le 10 juillet à Berlin, lors d'une conférence de presse commune avec son homologue allemand Boris Pistorius, le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, a déclaré à propos du MGCS : « On veut le faire. Et on ne le fait pas que pour des raisons industrielles. On a besoin de définir un avenir à ce segment d'équipement militaire. »

[1] Numéro 19, printemps 2023, p. 10.

[2] Extrait de : Trevor Pidgeon, *The Tanks at Flers*, Fairmile Books, 1995, cité par Henri Ortholan, *La guerre des chars, 1916-1918*, Bernard Giovanangeli éditeur, 2007.

IHEDN

Drones, gilets pare-balles... Des entreprises chinoises livreraient bien du matériel militaire en masse à la Russie

Pékin affirme peut-être sa neutralité vis-à-vis du conflit en Ukraine, mais des entreprises chinoises livrent bien en masse des fournitures militaires à Moscou, explique Politico.

La Chine tente depuis le début de l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 de maintenir une image de neutralité. Si Pékin commerce abondamment avec Moscou et que les liens entre les deux pays restent forts, l'empire du Milieu a, à certaines occasions, défendu le principe d'intégrité territoriale, comme via son ministère des Affaires Étrangères le 24 février 2023.

Une enquête de Politico pointe pourtant du doigt des livraisons en grande quantité de matériel militaire, classifié comme servant à un usage civil mais pouvant parfaitement remplir les besoins d'une armée ("dual use" en anglais).

Des fournitures militaires fabriquées par les entreprises chinoises Parmi les entreprises qui auraient fourni du matériel à Moscou, on trouve Shanghai H Win, compagnie chinoise qui a livré des "centaines de milliers" de vestes pare-balles finissant entre les mains d'acheteurs russes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Ces gilets, s'ils ne sont pas utilisables en temps qu'armes létales, constituent cependant un matériel potentiellement militaire fourni en quantité suffisante pour influencer les performances des soldats russes sur le terrain.

Ces gilets ne sont pas le seul type de matériel remis aux forces russes : utilisés également par l'Ukraine, des drones sont aussi livrés en grand nombre, ainsi que des casques, des équipements à vision infrarouge... Les engins volants peuvent servir à la reconnaissance, mais de simples modifications leur offre la capacité de lâcher grenades ou munitions sur l'ennemi.

Selon Politico, les sommes dépensées par la Russie pour ces produits sont en forte augmentation avec plusieurs centaines de millions d'euros cette année. On atteint ainsi 100 millions de dollars pour les drones, 225 millions pour la céramique (composant utilisé pour les gilets pare-balles)... Kiev achète aussi ces composants à la Chine, mais les chiffres sont à l'inverse en forte baisse.

Quelle peut être l'implication directe des pouvoirs centraux russe et chinois dans ces transactions ? Les responsables de compagnies comme Shanghai H Win, interrogés par Politico, ont bien reçu des commandes en provenance de Russie, boostant leur production.

Mais de manière intéressante, le responsable de Shanghai H Win a affirmé que l'entreprise ne pouvait pas exporter vers la Russie sans l'accord de l'armée chinoise. Or, parmi les exemples de Politico se trouve Silva, une entreprise de Bouriatie, en Sibérie, qui a publié sa commande de 100 000 gilets pare-balles à Shanghai H Win.

Un montage pour éviter les représailles occidentales Par ailleurs, Silva pourrait être une société écran utilisée par la Russie pour cacher ses achats : l'entreprise en question a été fondée en septembre, n'affiche aucun revenu pour l'année 2022 et se situerait selon son adresse officielle dans un immeuble vétuste, avec un numéro et une adresse mail introuvables. Silva n'est pas la seule à se trouver dans cette situation ou à faire du business avec Shanghai H Win ou ses partenaires : Rika, Legittelekom font partie d'autres entreprises repérées par Politico.

Des casques, drones, ou encore gilets pare-balles seraient ainsi achetés en masse par des entreprises russes nouvellement créées et sans activité réelle détectée, le tout à des entreprises chinoises dont l'une d'entre elles expliquait nécessiter l'accord de l'armée chinoise (ce qui n'est pas automatiquement véridique). Ces matériels ont pour certains pu finir sur le champ de bataille, comme le drone Mini 2 utilisé dans le camp ukrainien mais récemment acheté en masse par l'entreprise russe Pozitron.

Des sanctions complexes à mettre en place Le problème repose en partie sur la nature de ces livraisons : ces produits peuvent être utilisés par des civils dans certaines situations, permettant à Pékin de camoufler plus facilement ses activités et de compliquer l'application d'éventuelles sanctions.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

L'Union Européenne a pour la première fois ciblé en juin 2023 des entreprises enregistrées en Chine mais servant à l'effort de guerre russe, mais Bruxelles n'a pas spécifiquement visé Pékin avec des sanctions concernant une implication potentielle de la Chine dans la guerre en Ukraine.

La Chine n'est évidemment pas le seul pays impliqué dans l'aide à la Russie. Selon une analyse du think tank ukrainien KSE Institute, plus de 60 % des composants de haute technologie importés par la Russie pour son armement viennent d'entreprises américaines.

Le mécanisme de sanctions mis en place par l'Union Européenne vise justement à cibler les moyens de "contournement" des sanctions russes, avec des entreprises affiliées à des pays étrangers mais travaillant pour le compte de Moscou.

La Commission Européenne parle ainsi de "87 entités" en provenance de Russie et d'Iran, mais aussi de Chine, d'Ouzbékistan, des Émirats arabes unis, de Syrie et d'Arménie ; un début encourageant mais imparfait, puisque 4 des 7 entreprises chinoises qui devaient être ciblées par le paquet de sanctions y ont finalement échappé suite, selon Politico, à du lobbying chinois.

geo.fr

En Ukraine, l'armée évacue ses blessés par drone cargo, une première au monde

Selon The Economist, l'armée ukrainienne utiliserait d'imposants drones cargo pour évacuer du front certains de ses blessés : ce serait une première au monde.

Du Bayraktar TB2 turque devenus héros national ukrainien aux Shahed 136 russes de conception iranienne qui s'abattent quotidiennement sur les infrastructures du pays, de la reconnaissance au-delà du front au lâché de grenades sur les tranchées ennemies, des "munitions rôdeuses" et tueuses de chars aux appareils chinois commerciaux utilisés pour permettre aux soldats du Kremlin de se rendre : le conflit en Ukraine, si elle n'est pas la première à les utiliser, est à l'évidence notamment devenue une guerre des drones.

Un usage en revanche semble totalement inédit dans l'Histoire des guerres humaines, le transport des blessés sur le champ de bataille.

Au plus vite et au plus près des soldats blessés Ainsi que le rapporte The Economist dans un article sur ce que la médecine de guerre apprend en terres ukrainienne, les armées de Kiev utiliseraient de gros drones cargo pour évacuer certains de ses blessés du front.

Comme l'explique le site War on the Rocks, des drones ont été utilisés dès le début de la guerre pour ravitailler troupes et blessés en matériel de soins ou en rations basiques, notamment les combattants retranchés dans l'usine Azovstal à Marioupol.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

De son côté, CBC rapportait dès mars 2022 qu'une firme canadienne nommée Draganfly fournissait à Kiev de gros drones-cargos pour des missions similaires de livraison.

Ces appareils, ou d'autres du même type, auraient été utilisés par l'armée ukrainienne pour évacuer certains de ses blessés du champ de bataille - ceux ne nécessitant pas de soins urgents pendant le transport.

180 kilos, 70 kilomètres et une logistique simplifiée Comme l'explique The Economist, la mobilité des hôpitaux de campagne et la capacité à déplacer les blessés, individuellement ou de manière plus massive en cas d'attaque russe, est devenue cruciale pour Kiev, dont les installations de santé mobiles ou en dur ont été constamment visées par les missiles et bombes russes.

En 2021, explique le magazine, le Lieutenant-Colonel Joseph Maddry et ses collègues de l'Army's Institute of Surgical Research aux États-Unis étudiaient les données relatives à 1 267 patients victimes de blessures traumatiques.

La moitié n'avait pas eu besoin d'intervention vitale lors de leur transport : Maddry et son équipe ont donc conclu que ces personnes auraient pu être évacuées via des drones, des appareils nécessitant une logistique bien moindre que les classiques hélicoptères, médicalisés ou non.

C'est précisément ce que semble avoir fait l'Ukraine, bien que The Economist ne donne beaucoup de détails ni ne cite aucun exemple concret de ces évacuations. L'hebdomadaire avance ainsi que l'armée du pays a mis à profit certains de ses drones les plus imposants, des cargos capables de transporter une charge de 180 kilos sur une distance de 70 kilomètres, pour extraire certains de ses blessés de la ligne de front.

Il serait le premier au monde à procéder de la sorte, et les autres armées en prennent sans doute bonne note pour de futurs conflits, dans lesquels les drones pourraient servir à livrer du sang ou du matériel médical, à apporter des médicaments là où les besoins les plus urgents, et pourquoi pas à transporter des médecins et chirurgiens au plus près des blessés, si les risques d'un tel transport ne sont pas trop élevés, et si le soldat à prendre en charge ne peut lui-même pas être déplacé.

geo.fr

Pour le renseignement militaire français, la guerre en Ukraine pourrait se prolonger en 2024, voire en 2025

En mars 2022, le général Éric Vidaud, alors « patron » de Direction du renseignement militaire [DRM] depuis seulement quelques mois, a été mis sur la touche parce qu'il fut reproché à son service de ne pas avoir anticipé l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Du moins, c'était ce que l'on pouvait en déduire d'après les propos tenus par le général Thierry Burkhard, le chef d'état-major des armées [CEMA] dans les pages du quotidien Le Monde.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

« Les Américains disaient que les Russes allaient attaquer, ils avaient raison. Nos services pensaient plutôt que la conquête de l'Ukraine aurait un coût monstrueux et que les Russes avaient d'autres options », avait-il en effet déclaré.

Cependant, son travail consistant essentiellement à collecter des informations d'intérêt militaire, il ne revient pas à la DRM d'évaluer des intentions politiques. En revanche, ce rôle revient à la Direction générale de la sécurité extérieure [DGSE]. Celle-ci est-elle aussi passée à côté ? Dans un récent entretien paru dans un hors série de l'hebdomadaire Le Point, son directeur, Bernard Émié, a tenu à remettre les choses au clair.

« Nous avons détecté les mêmes mouvements de troupes russes que nos alliés. Si nous avons pu différer dans nos analyses, nous avons le même degré d'information. La seule différence tient au traitement qui a été fait de ces renseignements. Nous étions encore dans une phase de négociation et de dialogue [avec la Russie, ndlr]. La CIA a choisi de divulguer au grand public ses renseignements dans l'espoir de dissuader Moscou de passer à l'action. Nous avons gardé ces éléments secrets car nous ne voulions pas dévoiler nos méthodes de collecte. Ce silence de notre part a conduit un certain nombre de médias à imaginer que nous ne savions pas. Ce qui est faux », a expliqué M. Émié.

Quoi qu'il en soit, si l'on peut arriver à « anticiper » le début d'une guerre, il est en revanche beaucoup plus compliqué d'en prédire la fin, d'autant plus que la vérité du jour risque d'être démentie le lendemain et que les buts de chaque camp évoluent au gré de la situation. En tout cas, pour le général Jacques Langlade de Montgros, l'actuel directeur du renseignement militaire, et malgré la contre-offensive lancée par Kiev, il n'est pas impossible que le conflit ukrainien se prolonge en 2024, voire en 2025. C'est en effet l'estimation qu'il a livrée lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le 12 juillet.

Plusieurs éléments viennent appuyer l'estimation du DRM. D'abord, a-t-il relevé, « ce conflit est une guerre d'usure s'inscrivant résolument dans le temps long » et les deux belligérants « se sont organisés en conséquence ». En outre, leurs forces armées respectives n'ont plus le même visage qu'en février 2022, compte tenu des pertes qu'elles ont subies et de l'évolution de leurs tactiques et des équipements qu'elles ont engagés.

« Chaque belligérant s'adapte en permanence. La façon dont combattaient les Russes et les Ukrainiens le 24 février 2022 n'a rien à voir avec la façon dont ils combattent aujourd'hui, ni avec leur façon d'utiliser leurs capacités, qui au demeurant ont été renouvelées voire modernisées et surtout adaptées », a en effet souligné le général Langlade de Montgros.

Par ailleurs, les deux camps présentent des faiblesses que ne parviennent pas toujours à compenser leurs points forts. Ainsi, la Russie a réussi sa mobilisation « partielle » décrétée en septembre 2022. Celle-ci a « produit ses effets et les objectifs quantitatifs visés ont été recrutés. Ils ont même été dépassés, au travers d'une régénération rampante des forces armées russes pour faire face aux



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

pertes qu'elles subissent », a indiqué le DRM. Et cela donne à ses forces armées une masse dont leurs homologues ukrainiennes ne peuvent pas se prévaloir. D'ailleurs, à ce propos, il a relevé que les « blessures physiques et surtout psychiques des deux armées, singulièrement en Ukraine, où la proportion de combattants par rapport à la population globale est plus importante qu'en Russie, seront un sujet structurel pour la société ukrainienne de demain ».

Cela étant, outre sa profondeur stratégique, à laquelle contribue l'Iran [et peut-être, demain, la Chine et la Corée du Nord, ndlr], Moscou a aussi une supériorité numérique en matière d'équipements, notamment dans le domaine de l'artillerie. « Ceux-ci sont toutefois de faible niveau technologique, en raison notamment des sanctions prises depuis un an et demi. La Russie compense en partie cette faiblesse par ses stocks stratégiques historiques, ainsi que par l'adaptation de sa base industrielle et technologique de défense », a avancé le général Langlade de Montgros.

Quant à l'Ukraine, sa « profondeur stratégique » repose sur ses partenaires de l'Otan, lesquels lui livrent des équipements dont la technologie permet de compenser la supériorité numérique russe. Mais le DRM y met deux bémols : leur efficacité est amoindrie par des durées de formation trop courtes [ce qui empêche les soldats ukrainiens de les utiliser à pleine capacité] et leur diversité complique leur maintien en condition opérationnelle ainsi que leur régénération. Cependant, les forces ukrainiennes bénéficient d'un moral élevé et d'un fort soutien de la population.

Une autre raison qui laisse augurer une poursuite de la guerre dans les mois, voire les années, à venir est l'absence de « game changer », c'est à dire d'armes [conventionnelles] susceptibles « d'inverser le cours de la guerre du jour au lendemain ». Et cela pose la question du succès de la contre-offensive ukrainienne, lancée en juin.

Pour le moment, celle-ci a permis à Kiev d'enregistrer des gains territoriaux limités dans les régions de Bakhmout et de Donetsk ainsi que dans le sud-est de Zaporijjia. Mais elle n'a pas encore donné lieu à une percée du dispositif russe.

« La contre-offensive ukrainienne n'a pas bénéficié d'un effet de surprise, pour deux raisons : elle a été précédée d'une importante communication stratégique et les Russes se sont réorganisés sur la ligne de front issue de l'offensive de l'automne dernier et ont eu neuf mois pour préparer un dispositif défensif dans la profondeur très structuré, que les Ukrainiens ont du mal à percer », a détaillé le DRM. Et d'ajouter : « Elle contribue à l'usure des deux belligérants. »

Qui plus est, la ligne de front étant longue de 900 km, les forces ukrainiennes s'exposent à des contre-attaques de leur adversaire russe, celui-ci étant actuellement en train de « produire [...] un effort au nord, dans la région de Koupiansk, à proximité de la frontière ».

« Tout au long de l'été, des capacités de saisie d'opportunité émergeront d'un côté comme de l'autre. Lorsque l'on lance une offensive comme le font les Ukrainiens, il faut concentrer les efforts sur des points particuliers de la ligne de front pour maximiser les effets produits, ce qui peut affaiblir



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

d'autres secteurs du front, donc créer des opportunités pour la partie adverse », a en effet développé le général Langlade de Montgros.

Aussi, avec la perspective de « raspoutitsa » d'automne, « l'hypothèse d'un statu quo de la ligne de front est plus probable que celle d'une percée ou d'un effondrement de l'un des deux belligérants, tant ils sont usés et tant la guerre s'inscrit dans le temps long ainsi que dans une profondeur stratégique structurée des deux côtés », a-t-il estimé.

Cependant, la guerre pourrait prendre fin si, et selon le modèle clausewitzien, le centre de gravité de l'un des belligérants venait à céder.

« Le centre de gravité, pour l'Ukraine, est probablement la cohésion de l'alliance occidentale. Si elle se fragilise, si le soutien se fait plus hétérogène ou plus contesté dans certains pays, cela ne facilitera pas le travail des Ukrainiens à court terme et fragilisera globalement leurs chances d'atteindre leurs objectifs. Côté russe, le centre de gravité est probablement la solidité du système poutinien. Si celui-ci venait à s'effondrer, nous assisterions sans doute à une déliquescence rapide de l'appareil militaire russe », a en effet résumé le DRM.

opex360.com

Arctique : une flotte russo-chinoise a patrouillé au large de l'Alaska

Les États-Unis auraient mobilisé quatre contre-torpilleurs pour surveiller la flotte, d'une taille apparemment inédite, qui s'est approchée de leurs côtes sans entrer dans leurs eaux territoriales.

“Une force navale conjointe russo-chinoise a patrouillé près des côtes de l'Alaska la semaine dernière, a rapporté le 6 août au soir The Wall Street Journal. Il s'agit, d'après des experts américains, de la plus grande flotte de ce genre à avoir approché les rivages des États-Unis.”

Selon des sources du quotidien, 11 navires se seraient approchés des îles Aléoutiennes, au sud-ouest de l'Alaska. Si ces bateaux “n'ont jamais pénétré dans les eaux territoriales du pays”, Washington a quand même envoyé “quatre contre-torpilleurs et un avion P-8 Poseidon” pour les surveiller.

“C'est une première”, déclare au journal Brent Sadler, chercheur à la Heritage Foundation (un think tank conservateur) et ancien de la marine militaire, qui juge cette patrouille “hautement provocatrice”.

L'ambassade chinoise à Washington a fait savoir, pour sa part, que l'opération “ne ciblait pas” les États-Unis.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

En septembre, lors d'un incident similaire (avec une flotte de sept navires), les États-Unis ne comptaient qu'une vedette sur place. Le sénateur républicain de l'Alaska, Dan Sullivan, avait critiqué "une réponse timorée". Il applaudit cette fois. "Ces patrouilles navales conjointes russo-chinoises s'inscrivent dans le cadre d'une compétition accrue entre grandes puissances dans l'Arctique et les régions nordiques, un territoire de plus en plus disputé", relève le Wall Street Journal.

Le quotidien a récemment publié un reportage sur la course à l'Arctique dans ces îles Aléoutiennes, course dans laquelle les États-Unis auraient pris du retard sur le tandem sino-russe. Washington "compte moins de navires brise-glace, de ports et a moins d'expérience" dans la région, soulignait le Wall Street Journal.

courrierinternational.com

La marine russe et l'Arctique : nouvelle réalité, anciens enjeux

Alors que la mer Baltique est en passe de devenir un « lac otanien » avec l'entrée dans l'OTAN de la Finlande et, celle, à venir de la Suède, l'Alliance cherche à s'investir davantage sur son flanc arctique. La zone arctique se trouve à l'extrémité nord de la ligne de fracture qui sépare la Russie et la communauté euro-atlantique, de la mer du Nord à la Méditerranée orientale. Bien qu'il n'existe pas à ce jour une stratégie otanienne pour l'Arctique, l'intégration des deux nouveaux membres nordiques devrait cependant apporter une plus grande cohérence et une fluidité augmentée au dispositif de l'OTAN sur son flanc Nord. Dans la nouvelle réalité de la confrontation entre Russes et Occidentaux sous le seuil du conflit, la zone arctique fait aujourd'hui figure de théâtre secondaire sur lequel sont projetées des tensions extra-régionales en provenance de la mer Noire et d'Ukraine. Le débouché occidental de la Route maritime du Nord (RMN) pourrait bien cependant redevenir une ligne d'endiguement et de contrôle de l'activité de la marine russe, structurée par l'OTAN autour de la ligne maritime imaginaire reliant le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni (GIUK), comme au temps de la Guerre froide.

Disposant de la plus grande ligne côtière en Arctique – 14 000 kilomètres entre la mer de Barents et le détroit de Béring –, la Russie va quant à elle désormais se retrouver face à un Conseil de l'Arctique « otanisé ». Principale force naval arctique, la flotte russe du Nord – qui aligne près de 25 sous-marins et une vingtaine de bâtiments de surface (porte-avions, croiseurs, frégates et navires amphibies) – a son quartier-général établi à Severomorsk (dans la région de Mourmansk). Avant la guerre, elle faisait l'objet d'un programme de modernisation conçu à la fin des années 2000 et mis en œuvre depuis le début des années 2010, dans le cadre du programme d'armement 2011-2020, censé rénover ses capacités de surface et sous-marines. Qu'en est-il désormais ? Compte tenu du nouveau contexte géopolitique post-24 février 2022, et alors que les combats se poursuivent en Ukraine, comment la marine russe se positionne-t-elle dorénavant en Arctique ? Quels intérêts est-elle censée promouvoir et protéger dans cette région ? Quelle est sa posture dans ce contexte de



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

tensions et dans quelle mesure le conflit en Ukraine est-il de nature à contrarier ou modifier les plans de modernisation de la flotte du Nord entrepris par Moscou voilà bientôt 10 ans ?

Une flotte arctique, pour quoi faire ? Enjeux et perception vus de Moscou La flotte du Nord est l'une des cinq composantes qui forment la marine russe, avec les flottes de la Baltique, de la mer Noire et du Pacifique, ainsi que la flottille de la Caspienne. Avec la flotte du Pacifique, il s'agit surtout d'une des deux composantes navales stratégiques qui mettent en œuvre la posture de dissuasion nucléaire stratégique à travers la permanence opérationnelle à la mer assurée par leurs sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE). En outre, depuis le 1er janvier 2021, la flotte du Nord a vu son statut organiquement rehaussé puisqu'elle est devenue un district militaire à part entière, et c'est sur sa base qu'a été formé le commandement stratégique Nord. Ce commandement stratégique régional s'ajoute ainsi aux commandements stratégiques Ouest, Sud, Centre et Oriental. Toutefois, il est difficile d'évaluer à ce jour les conséquences de la guerre en Ukraine pour ce nouveau district militaire. Au printemps dernier, certaines informations faisaient ainsi état de la possibilité de placer toutes les formations navales russes de nouveau sous le commandement direct de l'état-major de la Marine, comme cela était le cas jusqu'au début des années 2010. Les commandements intégrés des districts militaires perdraient alors « la main » sur la flotte, ce qui poserait la question de la coordination des moyens terrestres et aériens pour la mise en œuvre du « bastion » stratégique Nord qui sanctuarise les approches maritimes russes en mer de Barents. Cette évolution témoigne néanmoins, avant l'éclatement de la guerre en Ukraine, d'une prise de conscience côté russe de la centralité du facteur maritime dans le contexte de compétition géopolitique et de conflictualité renouvelés qui se dessine alors déjà à travers la région. Rappelons qu'au cours de la Guerre froide, l'Arctique avait été un terrain de compétition et de confrontation silencieuse entre sous-marins nucléaires américains et soviétiques.

Le corpus doctrinal russe concernant l'Arctique s'est étoffé ces dernières années avec la publication d'un certain nombre de textes officiels : la « Stratégie de développement de l'Arctique à l'horizon 2035 » (octobre 2020) et, plus récemment, la « Doctrine navale » russe (31 juillet 2022) et le nouveau « Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie » (31 mars 2023). À ces documents s'ajoute l'ancienne version du « Concept de politique étrangère » de la Russie, dont la parution remonte à 2016, et dont la comparaison avec la récente mise à jour datant de mars 2023 permet de constater un rehaussement du rang de l'Arctique parmi les priorités régionales de la politique extérieure russe. Enfin, mentionnons la « Doctrine militaire » de 2014, dont le texte devrait certainement faire l'objet d'une actualisation prochainement. S'ajoutent à ces documents d'autres plans directeurs portant sur des secteurs industriels (par exemple les constructions navales ou le secteur énergétique) stratégiques pour le développement des régions russes riveraines de l'Arctique.

La lecture de ces textes permet de faire ressortir une série de défis identifiés par les autorités russes sur le flanc Nord du pays. Le maintien d'un libre accès à ce que l'on nomme en Russie « l'océan mondial » constitue l'un d'entre eux. Cette appellation à consonance anglo-saxonne désigne les étendues d'eau situées au-delà des « zones maritimes proches » (les eaux intérieures et territoriales, la zone économique exclusive) et des « zones maritimes éloignées » (par exemple la Méditerranée). Cette première préoccupation fait écho à une représentation géopolitique vivace parmi les élites



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

politiques et sécuritaires d'un territoire russe enclavé. L'OTAN, à travers son maillage de bases et ses déploiements navals, exercerait une pression sur le débouché occidental de la RMN, qu'empruntent inévitablement les bâtiments militaires et marchands russes pour rejoindre l'Atlantique nord. À cet égard, la théorie géopolitique du Heartland élaborée par le géographe britannique Halford John Mackinder au début du XXe siècle semble trouver un écho particulier à Moscou. Nikolai Patrouchev, le secrétaire général du Conseil de sécurité de la Fédération, la cite ainsi lors d'une interview accordée aux Izvestia début mai 2023 afin de décrire ce qui correspond, selon lui, aux projets et convoitises occidentales sur le territoire russe et ses ressources.

Ceci nous amène au second défi identifié par ces documents officiels : l'affirmation de la souveraineté russe sur la zone arctique. Le « complexe de souveraineté » russe s'exprime en Arctique notamment à travers une forme de crispation sur les modalités de circulation des bâtiments étrangers le long de la RMN. Cette posture de souveraineté russe est ainsi réaffirmée à l'occasion de l'exercice stratégique « Oumka-2021 » réalisé en mars 2021, au cours duquel trois sous-marins nucléaires font surface sur la banquise au large de l'archipel François-Joseph, le territoire le plus septentrional de la Russie, à l'est du Svalbard norvégien. Des défis en matière de développement des zones côtières arctiques russes sont par ailleurs clairement identifiés, par exemple dans la « Stratégie de développement de l'Arctique à l'horizon 2035 ». Hormis l'armée et les entreprises issues du secteur énergétique, peu d'acteurs sont susceptibles de drainer des investissements et de contribuer à la création d'emplois dans ces contrées reculées au climat hostile. Le développement de la RMN, à travers les projets d'infrastructure qui la sous-tendent, reste aussi perçu comme un moyen d'enrayer le dépeuplement de la zone arctique russe. Un territoire comme celui du Primorié, en Extrême-Orient, a ainsi perdu près de 16,8% de sa population entre 1991 et la fin des années 2010. Enfin, la militarisation de l'Arctique et l'importation d'une conflictualité extrarégionale sont considérées comme des défis sécuritaires de premier ordre. Leur actualité est, vu de Moscou, renouvelée par les contrecoups de la guerre en Ukraine, avec l'entrée dans l'OTAN de nouveaux membres nordiques.

Classé troisième au rang des priorités régionales dans le « Concept de politique étrangère » de 2016, l'Arctique apparaît en deuxième position dans la nouvelle version de ce texte parue en 2023, juste après « l'étranger-proche » de la Russie. Il s'agit d'une zone dans laquelle Moscou entrevoit des intérêts considérés comme vitaux et où, compte tenu notamment des investissements énergétiques qui y ont déjà été consentis et des projets liés au développement de la RMN, elle adopte une posture géopolitique qui est globalement celle du statu quo. Cette préférence pour le conservatisme géopolitique en Arctique se traduit par une posture militaire défensive qui implique des actions à caractère offensif, y compris au-delà de la région arctique.

La flotte du Nord avant la guerre : un effort de modernisation contraint, mais volontariste et persistant
La flotte du Nord dispose d'une vaste zone de responsabilité qui englobe, outre les eaux arctiques, l'océan Atlantique et la Méditerranée. Ses unités sont aussi amenées à sillonner occasionnellement l'océan Indien et la mer Rouge, comme cela a été le cas en 2023 pour la frégate Amiral Gorchkov qui a fait escale au Cap, en Afrique du Sud (février), puis à Djeddah (avril), en Arabie saoudite. Le renouvellement de ses capacités a débuté avec le programme d'armement 2011-2020 qui a permis



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

de revitaliser la composante sous-marines (avec les nouveaux SNLE du Projet 955 et les nouveaux sous-marins lanceurs de missiles de croisière – ou SSGN – du Projet 885) tandis que les frégates du Projet 22350 sont censées constituer la nouvelle ossature des capacités de surface. À ce jour, la flotte du Nord a reçu :

2 nouveaux SNLE du Projet 955 et dérivé, sur les 6 admis au service actif depuis 2013 ;
2 SSGN du Projet 885, sur les 3 admis au service actif depuis 2014 ;
2 frégates du Projet 22350.

Parallèlement, les plateformes hauturières ex-soviétiques – le croiseur du Projet 1164 Amiral Oustinov, les grands bâtiments de lutte ASM du Projet 1155, les SSGN du Projet 949, les SSN du Projet 971 – bénéficient d'un programme de modernisation assez poussif, censé, pour certains d'entre eux, les doter d'une capacité en missiles de croisière. Enfin, le porte-avions Amiral Kouznetsov est lui aussi supposé bénéficier d'une modernisation a minima qui a toutefois viré à l'épopée. Son retour en ligne reste annoncé pour 2024. Nouvelles frégates et nouveaux SSGN du Projet 885 sont équipés en missiles de croisière longue portée Kalibr, et la frégate Amiral Gorchkov a même fait office de plateforme d'essais pour le missile hypersonique Tsirkhon qui est intensément testé pendant plusieurs campagnes de tirs en 2020-2021. Cette dissémination des missiles de croisière – on parle de « khalibrisation » de la flotte – constitue une des orientations structurelles du nouveau programme d'armement 2018-2027, qui prolonge une tendance déjà observée avec l'implémentation du plan 2011-2020, qui faisait des technologies de rupture une priorité, notamment pour la marine.

Car outre la dissuasion stratégique nucléaire mise en œuvre par les SNLE de type Delta IV avec leurs missiles Sineva et ceux, de dernière génération, de type Boreï, avec le missile balistique intercontinental Boulava, les bâtiments de la flotte du Nord jouent aussi un rôle dans la posture de dissuasion stratégique non nucléaire. Celle-ci est assurée par les plateformes susmentionnées porteuses de missiles de croisière longue portée (Kalibr, Tsirkon). La montée en puissance de ces munitions disséminées sur les nouvelles plateformes de surface et sous-marines russes au cours des années 2010 transparaît notamment dans leur implication au cours d'exercices stratégiques. Ainsi, lors des exercices annuels « Grom », durant lesquels la triade nucléaire est testée, la marine russe réalise aussi des tirs de missiles de croisière en complément de ceux de missiles balistiques intercontinentaux. Ainsi, lors de l'édition 2019 de cet exercice, le K-560 Severodvinsk (unité tête de série du Projet 885) a tiré un missile de croisière Kalibr en immersion. Il s'agit alors du premier emploi de cette munition dans ce type de manœuvre. Ce panachage illustre l'emploi à des fins préstratégiques de ces missiles de croisière appelés à équiper un nombre croissant de plateformes navales russes. La perte d'allonge géographique des bâtiments de surface, du fait des difficultés rencontrées par les chantiers navals russes à produire des navires hauturiers, est partiellement compensée par la longue portée de ces missiles de croisière (jusqu'à 2 500 km pour le Kalibr).

Ces munitions et leurs navires porteurs rentrent aussi dans le dispositif de déni d'accès et d'interdiction de zone édifié par la Russie sur le débouché occidental de la RMN, et dans lequel la flotte du Nord est pleinement intégrée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

La guerre en Ukraine : quelles conséquences pour le dispositif naval russe en Arctique ?

Compte tenu de la tournure prise par les événements en Ukraine depuis le 24 février 2022, la flotte du Nord pourrait se retrouver confrontée à une série de défis d'ordre structurel. La guerre en Ukraine conservant une dimension avant tout terrestre, la marine devrait continuer de faire les frais d'arbitrages financiers défavorables, ce qui était déjà le cas avec le plan d'armement 2018-2027. En outre, les sanctions euroatlantiques pèseront, directement ou indirectement, sur la base industrielle et technologique de défense, ce qui pourrait occasionner des retards dans la réalisation de programmes. L'accaparement et l'attrition des forces conventionnelles en Ukraine pourraient cependant amener le Kremlin à miser davantage sur l'atome dans le rapport de force avec l'OTAN. Ce choix, s'il se confirmait, devrait bénéficier – au minimum politiquement – à la flotte du Nord et se traduire par le maintien de dépenses en vue de son renforcement.

Alors que la guerre en Ukraine est, de l'avis même des responsables russes, appelée à durer, la flotte du Nord devrait parallèlement voir son spectre de missions s'élargir. Ainsi, au niveau politique, il apparaît plus important qu'auparavant pour Moscou d'aller « hisser le pavillon » sur « l'océan mondial », notamment auprès des pays dits du « Sud global ». Cette mission échoit naturellement à la flotte du Nord qui est dotée de capacités hauturières (bâtiments ex-soviétiques, frégates du Projet 22350 dont l'Amiral Gorchkov est l'unité tête de série) lui permettant de se projeter jusqu'en Afrique et au Moyen-Orient, où se trouvent des partenaires de Moscou (Soudan, Syrie, Algérie...). Son rôle dans cette mission se trouve d'autant plus crucial que la flotte de la mer Noire demeure « confinée » dans le bassin pontique depuis la fermeture des détroits du Bosphore et des Dardanelles à la navigation militaire par Ankara le 28 février 2022 (la Turquie a invoqué le 28 février 2022 les articles 19 et 21 de la Convention de Montreux qui lui permettent de fermer les Détroits à la navigation militaire en cas de conflit). Or, d'ordinaire, la flotte de la mer Noire contribue aussi à la diplomatie navale russe. La frégate Amiral Gorchkov a ainsi pris part en février 2023 à l'exercice naval trilatéral « Mosi » organisé par l'Afrique du Sud avec la marine chinoise. En outre, en raison encore de la fermeture des Détroits turcs, la flotte du Nord sera par ailleurs plus lourdement sollicitée pour maintenir la voilure du détachement naval opérationnel russe en Méditerranée orientale (généralement, une dizaine de bâtiments, tous types confondus). Celui-ci repose d'ordinaire largement sur les unités de la flotte de la mer Noire qui n'ont donc plus la capacité d'aller se relayer en Méditerranée orientale. Le concours de la flotte du Nord paraît d'autant plus déterminant, que la flotte de la Baltique – dont les unités sont aussi traditionnellement associées à l'ordre de bataille de l'escadre méditerranéenne russe – présente un faible taux de disponibilité. Enfin, les bâtiments de la flotte du Nord seront aussi certainement amenés à accompagner, voire à escorter, un certain nombre de tankers de ce que la presse a appelé « la flotte fantôme » russe. Les bâtiments de cette flotte qui transportent le brut russe sous sanctions occidentales pourraient, le cas échéant, faire l'objet de tentatives d'arraisonnement ou, tout du moins, de manœuvre d'intimidation, de la part de marines alliées ; c'est en tout cas un scénario auquel la marine russe pourrait se préparer.

Cet élargissement du spectre de missions, sur fond de guerre en Ukraine et de capacités qui se renouvellent qualitativement, mais pas nécessairement quantitativement, devrait se faire ressentir sur la durée et l'allonge des déploiements, qui seront amenés à augmenter. À titre d'exemple, la frégate Amiral Kassatonov, la deuxième unité du Projet 22350, est rentrée à son port-base le 25 mars



dernier après 422 jours de déploiement. À côté de ces défis liés aux tensions sur la disponibilité des bâtiments, il existe un certain nombre de verrous technologiques et capacitaires persistants susceptibles d'entraver qualitativement les missions de la flotte du Nord. L'industrie russe continue ainsi de travailler à l'élaboration d'un prolongateur d'autonomie en plongée pour ses sous-marins classiques (les submersibles du Projet 677 sont censés en être dotés à l'avenir). Cependant, l'annonce récente de la commande d'une nouvelle flottille de 6 sous-marins classiques du Projet 0636.3 pour la flotte du Nord tend à confirmer que la disponibilité de ce type de prolongateur est suffisamment douteuse à moyen terme. La marine russe ressent donc probablement le besoin, pour « faire la soudure », de commander ce type de plateformes, certes éprouvées – les flottes de la mer Noire et du Pacifique ont reçu chacune un lot similaire au cours des 10 dernières années –, mais technologiquement assez datées face à ses potentiels compétiteurs dans la zone (les futurs sous-marins norvégiens dérivés du Type 212 allemand, censés arriver en ligne au milieu de la présente décennie, sont d'une génération plus récente). En outre, il existe toujours des « trous dans la raquette » en matière de lutte anti-sous-marine (ASM), avec des plateformes ex-soviétiques en cours de modernisation – l'avion Il-38N « Novella », qui dispose d'une électronique embarquée modernisée, et l'hélicoptère Ka-27M. L'avenir des nouveaux programmes – comme l'hélicoptère Ka-65 Minoga – demeure à ce jour incertain. En outre, les pistes considérées pour la nouvelle plateforme aérienne, sur la base du Tu-142 équipé de la suite « Novella », ne semblent pas réalistes avant la fin de la décennie.

En somme, la flotte du Nord devra faire plus avec autant de moyens : sanctuariser les approches septentrionales du territoire russe, tenir tête à l'OTAN en Arctique, sécuriser la navigation le long de la RMN, et se projeter vers « l'océan mondial » pour y remplir un spectre de missions encore plus exigeantes. Autrement dit, son ubiquité sera davantage sollicitée, mettant à l'épreuve les navires et leurs équipages. Ceci pourrait conduire la Russie à considérer avec davantage d'intérêt la nécessité de disposer de points d'appui naval – ou à défaut, de disposer de facilités d'accès à des ports pour des opérations légères (repos des équipages, maintenance légère, recharge des cuves en eau fraîche, plein, etc.) – dans des zones qu'elle considère d'intérêts (mer Rouge, océan Indien) en vue d'y soutenir l'activité de sa flotte.

lerubicon.org

Pourquoi l'Europe occidentale sous-estime gravement le devenir de la menace militaire russe ?

En amont de l'offensive russe contre l'Ukraine en février 2022, l'immense majorité des analystes considéraient que les forces armées russes disposaient d'une puissance militaire redoutable, faisant au moins jeu égal avec les armées de l'OTAN déployées en Europe. De fait, il était raisonnable de considérer que l'Ukraine et ses forces armées, disposant de presque 10 fois moins de moyens budgétaires chaque année que leurs adversaires, ne pourraient résister bien longtemps à une offensive menée par Moscou, sauf à mener une réflexion approfondie sur la réalité du terrain et des capacités défensives ukrainiennes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

page 23

Quoi qu'il en soit, après quelques semaines de combat, il devint vite évident que la puissance militaire russe était bien moindre qu'estimée, alors que la résistance ukrainienne et la mobilisation occidentale s'avéraient beaucoup plus efficaces qu'anticipé. Petit à petit, alors que les armées russes se faisaient étriller par des combattants ukrainiens aussi déterminés qu'inventifs, ce sentiment de toute puissance des armées russes se transforma en une perception de manque d'efficacité concernant tant le commandement que la doctrine et même les équipements russes.

Aujourd'hui, alors que les forces russes ont perdu près de 65% de leur parc de char d'avant-guerre, mais aussi 50% des blindés de combat, 25% de ses hélicoptères et 15% de ses avions de combat, sans parler du très symbolique croiseur Moskva, ainsi que près de 200.000 combattants tués, blessés ou disparus, les armées russes ne sont considérées que comme le fantôme de ce qu'elles étaient il y a deux ans.

La perception européenne d'une menace militaire russe sous contrôle Face à ce constat, si les européens de l'est et du nord, probablement entraînés par la dynamique polonaise, continuent de moderniser et accroître leurs capacités défensives, en particulier dans le domaine de la guerre de haute intensité, les européens de l'ouest, France, Allemagne, Italie et Royaume-Uni en tête, semblent quant à eux, considérer dans leur programmation militaire, que cette menace russe n'est plus majeure, tout au moins à court terme.

C'est ainsi qu'aucun de ces pays ne prévoit d'augmenter leurs forces dédiées à l'engagement de haute intensité, alors que l'existant est très limité du fait d'évolutions successives sur la base d'engagement dissymétriques comme en Irak, en Afghanistan ou au Mali.

Ainsi, ces 4 puissances, représentant pourtant un PIB cumulé de presque 12,500 Md\$ soit 75% de celui de toute l'Union Européenne, disposeront ensemble de moins de 1000 chars de combat en 2030, soit moins que la Pologne et son PIB de 700 Md\$, mais également de moins de 300 tubes de 155 mm, 700 avions de combat et de moins de 250 hélicoptères antichars.

En effet, en observant les nouvelles programmations militaires françaises, britannique, allemande et italienne, il apparait que ces pays n'envisagent pas que la Russie puisse représenter une menace significative à court terme, du fait des très lourdes pertes enregistrées en Ukraine, et ce quelle que soit la conclusion du conflit.

Des programmes européens à trop longue portée

Dès lors, les efforts budgétaires qui auraient été nécessaires pour renforcer la composante dédiée à la haute intensité, ont été reportées au-delà de 2030, voire 2035, de sorte à libérer les crédits nécessaires pour moderniser d'autres composantes, comme la dissuasion, la protection antibalistique, le renseignement ou la projection de puissance. Pourtant, plusieurs éléments objectifs tendent à remettre en question cette perception, qu'elle soit raisonnée ou argumentaire, au cœur des plans européens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

En premier lieu, il est indispensable d'évaluer les capacités de reconstruction des forces armées russes au-delà de la guerre en Ukraine, ainsi que les seuils et contraintes auxquelles elles sont confrontées. Et de fait, si le terme "économie de guerre" est aujourd'hui très à la mode en Europe, au point d'être souvent galvaudé, voire dépourvu de sa substance, il est appliqué avec méthode par la Russie depuis le début du conflit en Ukraine.

Ainsi, d'une économie ouverte relativement similaire à l'économie de marché occidentale, la Russie a évolué vers une économie beaucoup plus contrôlée, orientée principalement sur l'exportation de matières premières et d'hydrocarbures, ainsi que la production d'armement, tout en faisant de nombreuses concessions à l'opinion publique pour éviter un traumatisme trop important, notamment en substituant aux produits occidentaux jusque-là très présents, les produits manufacturés chinois.

La réorganisation de l'industrie de défense russe Aujourd'hui, l'économie russe est profondément réorganisée pour répondre à ces trois objectifs, ce sans qu'aucun mouvement d'humeur n'ait agité la population.

Cette stratégie a permis à Moscou de considérablement accroître les cadences de production de certains équipements clés, en particulier pour ce qui concerne des blindés modernes comme le char T-90M, le véhicule de combat d'infanterie BMP-3M, le système anti-aérien Pantsir S2 ou les systèmes d'artillerie à longue portée Tornado S et G, tout en maintenant des cadences soutenues concernant la production de navires, sous-marins et avions de combat comme le Su-35s et le Su-57, et ce, en dépit des sanctions occidentales.

Ainsi, l'usine de chars Uralvagonzavod produit, chaque mois, plus de 20 T-90M pour un total de 50 chars modernes (T-90M, T-72B3M et T-80BVM) et véhicules de combat d'infanterie BMP-3M et BMP-4. Cette production n'est certes pas suffisante pour compenser les pertes au combat, de l'ordre de 100 MBT et autant de VCI par mois, raison pour laquelle des sites secondaires de remise en condition de T-64M ont été déployés.

Une menace au-delà du conflit ukrainien

Pour autant, une fois le conflit terminé, ces cadences seront très probablement maintenues, et même amplifiées du fait de contraintes moindres quant à la fourniture de composants, notamment chinois. Or, si l'industrie russe peut produire 30 T-90M par mois, soit 360 chars par an, les armées russes disposeront d'au moins 3,500 chars de ce type en 2035, auxquels il conviendrait d'ajouter au moins 2,500 T-72B3M et T-80BVM, soit plus de 2 fois plus de chars que disponibles en Europe.

Il en ira de même de l'ensemble des catégories d'équipements, avec la production de systèmes d'artillerie Koalitsya et Tornado bien plus performants que les Msta-s, Grad et Smerch actuellement employés en Ukraine, et clairement surclassés par les Caesar, Pzh2000 et autre HIMARS livrés par les occidentaux aux défenseurs ukrainiens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

De même, les futurs chars et blindés russes seront, eux aussi, modifiés pour intégrer les enseignements de cette guerre, en intégrant notamment le système hard-kill Arena-M qui commence à équiper les nouveaux T-90M produits par Uralvagonzavod. En conséquence, non seulement les capacités de recapitalisation des armées russes sont très importantes aujourd'hui, mais tout indique que l'Armée russe de 2030 ou 2035, n'aura guère à voir avec celle qui déclencha l'offensive contre Kyiv en 2022.

Une armée russe en transformation

Le second facteur devant être pris en considération n'est autre que le contrôle qu'exercent désormais les autorités russes sur l'opinion publique du pays. S'il y a quelques années, la société civile russe avait encore une certaine latitude, celle-ci a été, tout comme toutes velléités d'opposition, entièrement muselée, tant par des lois de plus en plus répressives que par une propagande de tous les instants.

Une fois le conflit en Ukraine terminé, peu importe dans quelle condition, il est très peu probable que la dynamique lancée par le Kremlin pour consolider et accroître rapidement sa puissance militaire, et ainsi faire face à ce qui est présenté comme la menace existentielle orchestrée par l'occident, soit appelée à s'étioler.

Dit autrement, là où l'on peut anticiper un glissement progressif vers une atténuation de la perception de la menace en occident (déjà sensible dans plusieurs pays, notamment en France), tant de la part de l'opinion publique que de la classe politique, il convient d'anticiper que la Russie conservera, sous le contrôle du Kremlin, la trajectoire dans laquelle elle s'est inscrite pour reconstruire un outil militaire susceptible de prendre l'ascendant sur l'OTAN à relativement court terme.

Pour cela, les Armées russes pourront s'appuyer sur l'ensemble des enseignements et expériences acquises en Ukraine, même si cela fut fait au prix de dizaines de milliers de vies. Ainsi, au-delà de l'évolution déjà observée des équipements produits par l'industrie de défense russe, il est très probable que plusieurs évolutions majeures viendront transformer les armées, que ce soit en termes de doctrine, d'entraînement, de chaîne de commandement ou encore de flux logistique, soit les principales faiblesses observées en Ukraine, comme ce fut le cas en 2008 après les dysfonctionnements constatés lors de la campagne de Géorgie.

Déjà, il apparaît que les unités russes appliquent des doctrines et stratégies en Ukraine relativement différentes de celles employées au début du conflit, alors que la mécanique de conscription a, elle aussi, été considérablement durcie il y a quelques semaines. Par conséquent, tout indique que l'ensemble de la nation russe tend à se mobiliser pour produire une force armée bien plus efficace que celle qui connut tant de difficultés en Ukraine.

Le soutien chinois à la Russie

Pour cela, Moscou pourra s'appuyer sur un dernier élément, et non des moindres, puisqu'il s'agit du soutien de plus en plus marqué de Pékin, y compris dans le domaine militaire. Il est probable que la



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Chine conservera une posture plutôt discrète dans ce domaine jusqu'à ce que le conflit en Ukraine prenne fin.

En revanche, dès que cette échéance sera atteinte, on peut raisonnablement anticiper que le soutien militaire chinois à Moscou croîtra considérablement, en particulier pour ce qui concerne des alternatives aux équipements et composants occidentaux employés jusqu'ici par l'industrie de défense russe, comme les semi-conducteurs, mais également les machines outils qui font gravement défaut à la production industrielle russe de défense aujourd'hui.

Pendant longtemps, le rapprochement potentiel entre ces deux pays était limité, notamment en raison du déséquilibre flagrant en matière économique et démographique entre la Russie et la Chine. Désormais, cependant, les bénéfices tant pour Moscou que pour Pékin autour d'un tel rapprochement dépassent très largement les contraintes.

Pour la Chine, une Russie puissante, et en partie dépendante de l'économie et de l'industrie chinoises, permettrait de faire peser une menace constante et très sensible sur l'OTAN, de sorte à limiter de possibles interventions européennes dans le Pacifique ou l'Océan Indien, tout en obligeant les Etats-Unis à maintenir une posture militaire significative en Europe et dans l'Atlantique, venant de fait se soustraire aux moyens potentiellement déployables sur le théâtre Pacifique.

En outre, le soutien chinois pourrait permettre à Pékin de négocier certains transferts de technologies avec la Russie, comme dans le domaine des sous-marins à propulsion nucléaire, et ainsi accélérer l'objectif de parité technologique avec les Etats-Unis. Enfin, un tel rapprochement permet à la Chine d'accéder à de nombreuses matières premières critiques à des conditions très avantageuses et à moindre risque afin d'accroître et renforcer notamment sa production aéronautique et de défense.

Pour la Russie, un temps au bord de l'excommunication internationale, le soutien de la Chine représente la garantie d'une position internationale bien plus confortable, avec notamment la création d'une opposition de bloc que de nombreux dirigeants russes regrettaient dans la fin de la guerre froide. Il offre également les débouchés nécessaires à l'industrie minière et la production d'hydrocarbures sur lesquelles l'économie russe est construite, tout en offrant des alternatives manufacturières aux produits occidentaux et européens. À ce titre, l'arrivée des produits chinois dans les supermarchés et grandes surfaces russes est déjà très visible aujourd'hui, en lieu et place des produits européens. Il est probable que dans les années à venir, l'ensemble de l'industrie civile et de la production manufacturière russe se sinisera, elles aussi, par exemple en reprenant les infrastructures abandonnées par les grandes entreprises européennes comme dans l'automobile.

Le point le plus critique de ce rapprochement pour Moscou est qu'il permet à l'industrie de défense russe de reprendre une production intensive, mais aussi d'évoluer dans les années à venir, faisant de

l'alliance avec la Chine aujourd'hui une condition nécessaire, mais également suffisante à la reconstruction des armées russes à court terme.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Conclusion

On le voit, de nombreux facteurs tendent à démontrer que la perception répandue en Europe occidentale, selon laquelle la menace militaire russe serait désormais fortement réduite du fait des pertes subies en Ukraine, et ce, pour plusieurs décennies, est loin d'être incontestable.

Ainsi, même en considérant que chacun des points évoqués ici n'aurait que 75% de chances de se produire comme décrit, le risque que ces 4 points soient respectés, amenant ainsi la Russie à disposer en 2035 d'une puissance militaire sensiblement supérieure aux forces armées européennes, atteint les 31%, alors qu'il s'agirait d'une menace des plus sérieuses, d'autant que même si un ou deux de ces points venaient à être modérés, le résultat demeurerait très significatif.

On peut s'interroger, dès lors, sur la pertinence des trajectoires poursuivies par les grands pays européens en matière de programmation militaire, et plus particulièrement par les quatre grandes puissances économiques, aucune n'ayant, semble-t-il, pris la mesure du potentiel de reconstruction des armées russes à relativement court terme une fois le conflit en Ukraine terminé, alors même que la protection US ira nécessairement décroissante pour soutenir la compétition avec Pékin dans le Pacifique.

La question, aujourd'hui, est probablement de savoir si cette menace est à ce point importante qu'elle pourrait justifier une mesure globale et une souplesse budgétaire à l'échelle européenne, comme ce fut le cas lors de la crise Covid, de sorte à permettre aux Européens de reconstruire symétriquement une puissance militaire capable de neutraliser les armées russes en devenir ?

meta-defense.fr

Défis et bilan de la lutte contre le djihadisme en Afrique

Entre déploiement des forces extérieures, initiatives multilatérales et soutien aux armées nationales, la lutte contre le terrorisme en Afrique présente un enchevêtrement inextricable d'acteurs et d'enjeux en recomposition permanente. Il importe dès lors de porter un regard plus incisif sur les forces à l'œuvre dans la croisade anti-djihadiste en Afrique. Qui sont-elles ? Que font-elles ? Comment comprendre que, malgré un nombre important d'acteurs engagés dans la lutte contre le terrorisme, le Sahel et la corne de l'Afrique demeurent des zones de non-droit ?

Le continent africain, en dépit du déploiement des initiatives contre le terrorisme ces dernières années, demeure un théâtre de montée en puissance du djihadisme international (1). D'après une étude du Centre d'études stratégiques de l'Afrique publiée en février 2023, « la violence liée aux groupes islamistes militants en Afrique a fortement augmenté, de 22 % au cours de l'année 2022, avec 6 859 événements. Cela représente un nouveau record de violence extrémiste ainsi qu'un doublement de ces événements depuis 2019. »

La violence des islamistes militants en Afrique continue de se focaliser sur cinq théâtres : le Sahel, la Somalie, le bassin du lac Tchad, le Mozambique et l'Afrique du Nord (2). Dans le même contexte, les décès attribués aux groupes islamistes militants ont augmenté de 48 %, tandis que la violence des



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

islamistes militants au Sahel et en Somalie représentait à elle seule 77 % des événements violents recensés en Afrique en 2022. Au cours des deux dernières années, le Sahel a connu l'augmentation la plus rapide des activités d'extrémistes violents en Afrique. La région est non seulement au cœur des réseaux criminels et de divers trafics illégaux, mais vit aussi une augmentation de la violence entre éleveurs et agriculteurs (Africa Center). Ces tendances sécuritaires mêlant des facteurs structurels liés à la fragilité des États et des facteurs conjoncturels tributaires de la géopolitique internationale contribuent à une reconfiguration des forces en présence et certainement aussi à un rebattage des cartes sur la sphère internationale.

Cartographie des acteurs, menaces et enjeux

Dans la lutte contre le djihadisme, on peut distinguer, d'une part, les stratégies locales menées par les armées nationales africaines conjointement ou individuellement et, d'autre part, celles déployées par des acteurs non africains.

Les acteurs africains : des initiatives multilatérales, aux dispositifs ad hoc, et transnationales

Face au terrorisme international, les pays d'Afrique subsaharienne souffrent pour la plupart d'une faiblesse structurelle des appareils sécuritaires et des institutions étatiques. Ils multiplient donc des initiatives multilatérales pour combattre la nébuleuse terroriste.

• L'Union africaine

La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a soutenu le gouvernement de ce pays dans la lutte contre Al-Shabaab au cours des quinze dernières années. L'opération devait se terminer en décembre 2021, et un accord a finalement été conclu sur ce qui semble être simplement un changement de nom et une extension du mandat existant.

L'Union africaine (UA), les Nations Unies (ONU) et le gouvernement somalien ont décidé que, le 1er avril, l'AMISOM serait remplacée par la Mission de transition de l'UA en Somalie (ATMIS). La nouvelle mission fonctionnera jusqu'à la fin de l'année 2024, après quoi toutes les responsabilités seront confiées aux forces de sécurité somaliennes. La capacité de l'ATMIS d'environ 18 000 soldats, 1 000 policiers et 70 civils reflète son prédécesseur, tout comme une grande partie de son mandat.

• Le G5 Sahel

Institué le 16 février 2014 à Nouakchott en Mauritanie, le G5 Sahel est une organisation regroupant cinq pays en proie au terrorisme dans le Sahel à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Il permettait aux États membres de mutualiser leurs efforts dans la lutte contre les djihadistes armés dans le Sahel. Après la fin actée de l'opération « Barkhane » et de la coopération militaire française en général, le gouvernement malien a annoncé, le 15 mai 2022, son retrait du G5 Sahel, y compris de sa force conjointe, ce qui laisse peser de sérieux doutes sur la survie de cette force désormais devenue G4. Parmi les cinq États membres, c'est le Mali qui possède le PIB le plus



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

important même s'il ne représentait que 17,39 milliards de dollars en 2020. Trois de ces pays (Burkina Faso, Mali et Tchad) sont actuellement en transition politique et militaire.

• **La Force mixte multinationale**

La Force mixte multinationale (FMM) est une coalition constituée des États membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) afin de lutter contre le terrorisme dans le pourtour du lac Tchad. Elle comporte des contingents du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad. Depuis 2014, elle combat activement les militants de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP).

• **La Mission de la SADC** (Communauté de développement de l'Afrique australe) au Mozambique (SAMIM)

Elle a été déployée le 15 juillet 2021 après l'approbation du Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement des États membres en tant que réponse régionale pour aider la République du Mozambique à combattre le terrorisme et les actes d'extrémisme violent. Les forces de la SAMIM sont composées des troupes de huit pays à savoir l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo (RDC), le Lesotho, le Malawi, l'Afrique du Sud, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie, travaillant en collaboration avec les Forces armées du Mozambique (Forças armadas de defesa de Moçambique—FADM) et d'autres troupes déployées à Cabo Delgado pour combattre les actes de terrorisme et l'extrémisme violent. Depuis son déploiement, la SAMIM a enregistré des victoires, notamment la reprise de villages, le délogement des terroristes de leurs bases et la saisie d'armes et de matériel de guerre, ce qui a contribué à créer un environnement relativement sûr pour un passage de l'aide humanitaire. Cette mission s'illustre comme un exemple de déploiement sous-régional en Afrique avec des résultats encourageants.

Les acteurs non africains : une cause commune aux enjeux multiples

• **Les Nations Unies**

L'ONU compte actuellement six missions actives sur le continent africain, notamment la Mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) qui compte 17 753 hommes, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) avec 18 486 hommes, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) avec 17 430 hommes, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) avec un effectif de 17 954 hommes, et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abiyé (FISNUA) avec un personnel de 3 156 personnes. La sixième mission, celle des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), constituée de 469 personnes au total, dont 20 militaires et 2 policiers, n'a pas vocation à combattre. Au total, le personnel onusien engagé dans les opérations de paix en Afrique s'élève à 75 248 personnes.

La plus engagée dans la lutte anti-djihadiste est la MINUSMA, créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité, du 25 avril 2013, pour appuyer le processus politique et sécuriser le Mali. Son mandat a été réorienté par l'adoption de la résolution 2164 du 25 juin 2014, mettant en avant des



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

tâches prioritaires telles que la sécurité, la stabilisation et la protection des civils, l'appui au dialogue politique national et à la réconciliation nationale, ainsi qu'à l'appui au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays, à la reconstruction du secteur de la sécurité au Mali, à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et à l'aide humanitaire (3). En février 2023, le personnel de la MINUSMA déployé sur le terrain s'élevait à 17 430 hommes dont 11 739 militaires, 1 601 policiers, 3384 civils, 504 cadres et 202 volontaires. Cette force n'a cependant pas pu empêcher l'enlisement de la situation sécuritaire qui a abouti à des putschs militaires successifs en 2020 et en 2021.

• La composante américaine

Les États-Unis ont fourni presque huit milliards de dollars d'aide au secteur de la sécurité depuis l'exercice fiscal 2019. Ses partenaires en Afrique comptent entre autres la Libye et les pays du littoral ouest-africain. Au cours des deux dernières décennies, les efforts américains de lutte contre le terrorisme à travers l'Afrique ont principalement été concentrés sur la formation et l'accompagnement des partenaires africains, sur des programmes de formation conçus pour renforcer les capacités des militaires africains et des forces de sécurité. Les États-Unis ont également régulièrement soutenu les efforts de la France au Sahel, offrant un soutien logistique et une assistance en matière de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) aux interventions antiterroristes françaises depuis le début de l'opération « Serval » en 2013 (plus tard l'opération « Barkhane »).

Cependant, l'embuscade de Tongo en 2017, au cours de laquelle quatre militaires américains ont été tués aux côtés de cinq soldats et interprètes nigériens, a conduit à remettre en question l'utilité des bottes américaines sur le terrain au Sahel. En outre, la détérioration des relations de la France avec le Mali et le Burkina Faso ces dernières années a compliqué les efforts américains en matière de contre-terrorisme. Une base de drones américains est en construction à Agadez, dans le Nord du Niger, pour un coût de 100 millions de dollars. Les États-Unis entretiennent un archipel de bases en Afrique du Nord et de l'Ouest dans le cadre de leurs efforts de sécurité au sens plus large dans la région.

• La composante française

Longtemps restée le principal partenaire occidental dans la lutte antiterroriste en Afrique, la France connaît depuis quelques années un net recul au profit des puissances concurrentes au premier rang desquelles se place la Russie. Entre 2013 et 2022, les forces armées françaises étaient engagées au Sahel dans le cadre des opérations « Serval » (2013-2014) puis « Barkhane » (2014-2022). Après plus de neuf ans de présence militaire au Mali, elle a été sommée par les autorités de Bamako de quitter le territoire, sans délai. En janvier dernier, c'est le Burkina Faso qui a demandé également le départ des forces spéciales de l'opération « Sabre » basées à Ouagadougou.

La France conserve cependant plusieurs bases militaires implantées depuis des décennies, parfois depuis l'indépendance des pays (4) :

– 350 hommes sont présents à Dakar depuis 2011, au sein d'un pôle opérationnel de coopération à vocation régionale.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

- 950 hommes occupent la base opérationnelle française implantée en Côte d'Ivoire, suite à la signature d'un partenariat de défense conclu en 2012 entre Paris et Abidjan et suite à la fin de l'opération de maintien de la paix « Licorne ».
- 1500 hommes, soit le plus important contingent militaire en dehors du territoire français sont présents à Djibouti, avec qui un nouvel accord de défense est en vigueur depuis 2014. Cette installation sert notamment de lieu d'entraînement pour les forces spéciales qui contribuent aussi à la lutte contre la piraterie en mer Rouge et autour de la Corne de l'Afrique.
- 350 hommes stationnent au Gabon, où la France a signé des accords de défense à l'indépendance du pays en 1960, renouvelés en 2011 entre Paris et Libreville.
- 2500 hommes sont présents au Tchad et au Niger (5). Au Tchad, la France possède des troupes depuis le lancement de l'opération « Épervier » lancée en 1986, puis renforcée dans le cadre de l'opération « Barkhane » en 2014. La principale base de l'armée française au Tchad se trouve à N'Djamena, avec une base aérienne projetée ainsi qu'une force de projection terrestre. L'armée française utilise également des bases opérationnelles de l'armée tchadienne dans le Nord du pays à Faya et Abéché. La France est également présente au Niger depuis que le pays s'est désengagé du Mali. Le Niger est désormais le principal point d'appui français au Sahel. Si la France a divisé sa présence par deux dans la zone, le contingent restant a pour mission de sécuriser la frontière entre le Mali et le Niger, limiter les risques de déstabilisation et soutenir les forces armées nigériennes face aux djihadistes liés à Al-Qaïda ou au groupe État islamique dans le Grand Sahara.

• Le dispositif russe

Dans un contexte de confrontation Est-Ouest nourrie par la guerre en Ukraine, la Russie intensifie sa présence de manière fort controversée sur le continent africain, notamment à travers le groupe paramilitaire Wagner. La stratégie de la Russie en Afrique est plutôt complexe et dynamique, mêlant conglomerats miniers, ventes d'armes et déploiement de forces paramilitaires. Dans un cadre garantissant les intérêts de l'État, le gouvernement russe permet aux acteurs privés et semi-étatiques de soutenir ses objectifs en poursuivant leurs propres intérêts. Dans les secteurs de l'extraction et de l'énergie, par exemple, les firmes Alrosa, Rusal, Rosatom et Gazprom sont actives sur tout le continent africain.

Même si la compagnie militaire privée Wagner reste la plus connue en raison du rapprochement de son promoteur Evgueni Prigojine avec le Kremlin, elle n'est pas la seule à opérer sur le terrain. Wagner est présent en Libye, au Mali, au Soudan, en République centrafricaine, à Madagascar et au Mozambique. D'autres firmes militaires privées sont également actives sur le continent, notamment le Patriot Group qu'on retrouve entre autres au Burundi et en Centrafrique, et la Sewa Security Services, aussi présente en Centrafrique. Profitant d'un sentiment d'insatisfaction des pays du Sahel vis-à-vis des partenaires sécuritaires occidentaux habituels, la Russie a renforcé ses liens avec les régimes militaires au pouvoir en Guinée et au Mali, jouant à fond la carte de puissance de rechange face à la montée du djihadisme que connaissent ces pays.



Face à la concurrence américaine, chinoise et française, on assiste aujourd'hui à un basculement au profit de la Russie sur le théâtre africain. Comme le rapporte le journal Le Monde, « au cours des cinq dernières années, de 2018 à 2022, Moscou a repris à Pékin la place de premier vendeur d'armes en Afrique subsaharienne avec un total de 26 % de parts de marché, contre 21 % sur la période précédente, selon un rapport publié par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) en mars 2023. Cette fraction grimpe même à 40 % si l'on inclut le Maghreb, où l'Algérie est historiquement un important client des entreprises russes d'armement. La Chine, de son côté, a vu ses parts de marché plonger de 29 % à 18 % dans la sous-région, passant ainsi à la seconde place, devant la France (environ 8 %) et les États-Unis (5 %) » (6).

Défis et perspectives d'une bataille géopolitique internationale aux allures de lutte antiterroriste

Plus qu'une simple volonté de combattre le terrorisme dans le Sahel, la déferlante des puissances extra-africaines revêt davantage des relents d'une bataille géopolitique pour le contrôle des espaces dont l'issue reste incertaine. Comme dans d'autres domaines tels que les infrastructures, l'énergie ou les mines, il existe actuellement une intense compétition entre les pays exportateurs d'armes en Afrique. Une bataille économique-diplomatique dans laquelle Moscou s'est montré particulièrement actif ces dernières années, ce qui n'est pas sans conséquence sur l'efficacité de la croisade antiterroriste en Afrique.

• Une lutte antiterroriste porteuse de risques pour les pays africains ?

Le déploiement des acteurs multiples parfois mus par des rivalités géopolitiques sur le théâtre africain contribue non seulement à la persistance des menaces sécuritaires liées au djihadisme international, mais aussi à l'émergence de nouveaux défis et risques pour les États africains.

• Captation des États et mise en coupes réglées de leur souveraineté

L'entrée des groupes paramilitaires sur la scène africaine avec des ramifications dans les secteurs miniers et énergétiques vient remettre en question la souveraineté des États fragiles. Pour certains, on assiste simplement à une véritable capture des États par des groupes paramilitaires de certaines puissances. L'archétype de l'État sous tutelle des groupes paramilitaires privés ou parapublics est la République centrafricaine. Elle est perçue comme étant une quasi-propriété du groupe Wagner qui sous-traiterait stratégiquement pour le Kremlin (7). La captation d'État est une forme particulièrement néfaste de corruption systémique qui implique que des particuliers acquièrent une influence si profonde sur les hauts fonctionnaires que les institutions de l'État donnent la priorité au bien-être de ses intérêts privés par rapport au bien public.

• Le retour des régimes autoritaires

Sous couvert des réponses aux besoins sécuritaires, on assiste à un retour des régimes autoritaires dans des pays où le processus de démocratisation commençait à prendre graine. Cela se manifeste par des coups d'État militaires ou par le durcissement des régimes en place. D'août 2020 à janvier 2022, par exemple, quatre coups d'État se sont succédé dans l'espace africain francophone au Mali, au Tchad, en Guinée et au Burkina Faso. Le retour d'une série de coups d'État militaires en Afrique sape l'utilisation d'élections multipartites comme seul moyen légitime d'accéder à des fonctions



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

politiques. Cela semble faire partie d'un processus plus large d'« autocratisation » qui a été observé ces dernières années dans plusieurs pays et régions du monde. Les interventions de l'armée au Burkina Faso, au Mali, en Guinée, au Soudan et au Tchad révèlent que l'Afrique n'est pas épargnée par cette tendance et soulignent la fragilité des processus de démocratisation en cours en Afrique.

• La surexposition des populations à la propagande et à la manipulation de masse

Elle est une résultante majeure de la compétition géopolitique que se livrent les grandes puissances sur le sol africain. Le sentiment anti-français en Afrique de l'Ouest et centrale, par exemple, s'accompagne de manifestations pro-russes. Une sorte de substitution d'un « maître » par un autre que beaucoup attribuent aux effets de la propagande pro-russe sur les populations. En somme, qu'il s'agisse des Français, Américains, Russes ou autres, chacun use des canaux dont il dispose afin de gagner la bataille de l'opinion publique, la télévision satellitaire et les réseaux sociaux faisant partie des instruments les plus présents en Afrique.

• La radicalisation d'une jeunesse africaine plus ouverte aux mutations du monde

Les soulèvements de rue hostiles aux puissances occidentales sont essentiellement portés par une jeunesse africaine plus au fait de la conjoncture internationale. Aujourd'hui, 62 % des Africains ont moins de 30 ans. Avec plus de 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique est composée de la plus forte population jeune dans le monde. Économiquement marginalisée, relativement éduquée et aspirant à de meilleures conditions, cette composante de la population reste très vulnérable à la radicalisation, à l'extrémisme violent, au recrutement dans des bandes armées et à la dérive terroriste.

Quel bilan pour la croisade antiterroriste en Afrique ?

À l'observation des différentes forces déployées pour combattre le terrorisme en Afrique, on constate une stagnation voire une détérioration des conditions sécuritaires. Le Sahel demeure une zone en proie aux trafics de toutes sortes et aux groupes islamistes. La stabilisation du Congo, entreprise depuis 1999, n'est toujours pas effective. Les djihadistes émergent progressivement en Afrique australe, notamment au Mozambique. Les batailles géopolitiques entre les acteurs sur le terrain de la lutte antiterroriste ne favorisent ni la consolidation des appareils sécuritaires étatiques, ni l'amélioration qualitative de la sécurité dans le Sahel et la corne de l'Afrique. À titre d'exemple, le coup d'État en août 2020 par une junte militaire au Mali a été justifié comme étant nécessaire pour répondre à la menace sécuritaire des islamistes militants.

De plus en plus d'attaques se produisent dans un rayon de 150 kilomètres de Bamako. Un schéma similaire se déroule au Burkina Faso où le premier des deux coups d'État militaires s'est produit en janvier 2022. Le pays a par la suite subi, cette année, une augmentation de 69 % des décès, atteignant 3 600 morts imputables aux islamistes militants. Il en découle la nécessité de s'attaquer à la fois aux symptômes et aux causes profondes du terrorisme.

Les moyens militaires et de sécurité ne peuvent à eux seuls éliminer pleinement et complètement les menaces du terrorisme en Afrique. Le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la RDC, le Mozambique, le Nigéria et autres ont en commun d'être des États fragiles. En somme, de même que l'amélioration de



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

la gouvernance intérieure devrait permettre la consolidation des institutions et le renforcement de leur résilience face au djihadisme, celle de la gouvernance mondiale devrait aboutir à une meilleure prise en compte des enjeux locaux.

En réalité, ces difficultés sécuritaires cachent un problème structurel plus profond et existentiel pour les États du Sahel. L'accroissement et l'expansion de la violence renvoient à l'échec de la construction des États par l'extérieur et d'une cohésion nationale, à la fois cause et conséquence de fragilités économiques, sociales et politiques, parfois latentes, s'associant aux effets du changement climatique.

Les inégalités socio-économiques sont fortes et se traduisent par une concentration de la richesse au sein d'un groupe restreint de personnes. Dans l'ensemble des pays, une part de 10 % de la population bénéficie en effet de 40 %, ou plus, du revenu national (8). Les inégalités socioéconomiques se déclinent sur le plan territorial, avec des disparités entre les capitales et le reste du pays, entre les zones urbaines et rurales ainsi que, pour les pays côtiers, entre le littoral et l'intérieur des terres. Le Sahel et la région du lac Tchad sont très représentatifs. L'économie locale est relativement sous-développée et les habitants ont du mal à gagner leur vie. Les forces terroristes profitent donc de la situation et ciblent les jeunes chômeurs pauvres issus de milieux défavorisés pour les recruter.

La lutte incessante de l'Afrique contre le terrorisme semble indiquer que les réponses de l'UA et de ses États membres ne sont pas en adéquation avec la nature d'une menace qui n'est pourtant pas nouvelle (9). Le renforcement des capacités sécuritaires des États devrait être un impératif guidé par l'expression des priorités nationales, le respect des partenaires locaux et l'encouragement aux pratiques de bonne gouvernance et de redistribution intérieure des richesses. La communauté internationale devrait remédier aux faiblesses du renforcement des capacités de sécurité dans les pays africains et intensifier son soutien en termes de financement, d'équipement, de renseignement, de formation et de soutien logistique.

En outre, il faudrait respecter la souveraineté des pays et leur droit à la sécurité. Les embargos sur les armes imposés au Soudan, au Soudan du Sud ou à la RDC ont eu un impact négatif sur la capacité de ces pays à se prendre en charge, sans réduire pour autant de manière substantielle l'insécurité à laquelle ils font face. Ils devraient donc être ajustés ou levés en temps opportun (10).

On observe une recrudescence des activités terroristes sur le continent africain, marquée par des escalades au Sahel, dans le bassin du lac Tchad, dans le Nord du Mozambique et dans certaines parties de l'Afrique du Nord. Les efforts déployés ces vingt dernières années par les gouvernements et les organisations régionales et internationales, notamment l'UA et ses partenaires, pour réprimer et affaiblir les groupes extrémistes violents, n'ont donc pas réussi à contenir cette intensification. Pourtant, malgré cet esprit constructif de partenariat international pour la paix en Afrique, d'importants défis économiques, politiques et institutionnels subsistent. La montée du sentiment anti-occidental dans le Sahel et dans le reste du continent en général est sans doute liée à la propagande intensive de certains acteurs géopolitiques, mais très certainement aussi et surtout, au paternalisme



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

décrié dans l'approche de la coopération Nord/Sud qui, au fil du temps, s'avère improductive. Ceci met en exergue la nécessité de défendre une vision sécuritaire intégrée, coopérative et durable, et celle d'avoir la présence de forces régionales coordonnées pour répondre collectivement aux défis auxquels font face les États d'Afrique. Peut-être est-il temps pour la communauté internationale de prêter davantage attention aux centres d'intérêts des pays africains ?

Notes

(1) Dr Claudia Pfeifer, « Multilateral peace operations in 2022 : Developments and trends », SIPRI, 29 mai 2023 (<https://www.sipri.org/commentary/topical-background/2023/multilateral-peace-operations-2022-developments-and-trends>).

(2) Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Les décès provoqués par la violence des islamistes militants d'Afrique augmentent de près de 50 % », 10 février 2023, (<https://africacenter.org/fr/spotlight/les-deces-provoques-par-la-violence-des-islamistes-militants-dafrique-augmentent-de-pres-de-50/>).

(3) Nations Unies, Maintien de la paix, « MINUSMA : Appui au processus politique et aide à la stabilisation du Mali », avril 2023 (<https://peacekeeping.un.org/fr/mission/minusma>).

(4) <https://www.la-croix.com/Monde/Forces-francaises-Afrique-quelles-bases-larmee-dispose-elle-encore-2023-02-28-1201257135>

(5) <https://www.defense.gouv.fr/operations/operations>

(6) Guido Lanfranchi, Kars de Bruijne, *The Russians are coming ! The Russians are coming ? Russia's growing presence in Africa and its implication for European policy*, CRU Report, Clingendael, juin 2022, p. 18 (https://www.clingendael.org/sites/default/files/2022-06/The_Russians_are_coming_4eproef.pdf) et <https://rb.gy/1gw9k>.

(7) Joseph Siegle, « How Russia is pursuing state capture in Africa », LES, 21 mars 2022 (<https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2022/03/21/how-russia-is-pursuing-state-capture-in-africa-ukraine-wagner-group/>).

(8) Amandine Gnanguênon, Antonin Tisseron, « Afrique de l'Ouest : fragilités structurelles, expansion djihadiste et conflits régionaux », *Politique étrangère*, 2023/2 (Été), p. 123-134 (<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2023-2-page-123.htm>).

(9) Institut d'études de sécurité, « L'approche africaine de la lutte contre le terrorisme reste inadaptée », 11 janvier 2023 (<https://issafrica.org/fr/iss-today/lapproche-africaine-de-la-lutte-contre-le-terrorisme-reste-inadaptee>).

(10) Permanent Mission of the People's Republic of China to the UN, « Remarks by Ambassador Zhang Jun at the UN Security Council High-Level Debate on "Counter Terrorism In Africa" », 10 novembre 2022 (http://un.china-mission.gov.cn/eng/chinaandun/202211/t20221112_10973112.htm).
areion24.news

Actualités du Moyen-Orient – Juin-juillet 2023

Que retenir de l'actualité récente des États du Moyen-Orient ? Dans ce tour d'horizon en deux parties, l'ambassadeur Bertrand Besancenot revient sur les faits saillants de juin et juillet 2023 relatifs à l'actualité des pays du Golfe.

Peut-on parler d'une réconciliation entre les États-Unis et l'Arabie saoudite ?

La visite qu'a effectuée Antony Blinker, Secrétaire d'État américain à Riyad, au cours de laquelle il a rencontré le prince héritier saoudien et a participé à une réunion du Conseil de coopération des États



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

arabes du Golfe (CCEAG), avait un objectif clair : rassurer les alliés de Washington dans le Golfe sur la pérennité de son engagement à leur côté.

En réalité, l'Administration Biden est préoccupée par la multiplication des gestes de distanciation de Riyad à l'égard de son « protecteur » traditionnel : rétablissement des relations diplomatiques avec l'Iran, réintégration de la Syrie de Bachar el Assad lors du sommet de la Ligue arabe à Djeddah, réduction de la production pétrolière saoudienne, adhésion à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et rapprochement en cours avec les BRICS...

Washington souhaite naturellement préserver l'intérêt des entreprises américaines sur le juteux marché saoudien et faire passer le message que les dernières initiatives diplomatiques de l'Arabie saoudite donnent l'impression aux États-Unis que Riyad joue un peu trop la carte chinoise. Les négociations en cours entre l'Arabie saoudite et la Chine sur le paiement en yuan d'une partie des importations chinoises de brut saoudien sont notamment perçues à Washington comme un signal inquiétant.

C'est la raison pour laquelle M. Blinken est venu faire le point avec les autorités saoudiennes sur la relation bilatérale, afin de trouver un nouvel understanding sur une série de sujets : la sécurité, le pétrole, les contrats et les questions régionales : Soudan, Yémen, Syrie, Liban, Iran...

Du côté saoudien, il est clair que Mohammed ben Salmane (MBS) a le sentiment qu'il a réussi par ses initiatives diplomatiques à jouer un rôle important sur la scène internationale, mais aussi à rééquilibrer la relation entre les deux pays en faisant comprendre que désormais il entendait avoir une relation « transactionnelle » avec les États-Unis.

Il est en effet de notoriété publique que les Américains font pression sur le royaume pour qu'il rejoigne les accords d'Abraham en reconnaissant l'État d'Israël. Une telle décision – outre son impact international – pourrait naturellement être exploitée par Joe Biden dans la perspective de la prochaine élection présidentielle aux États-Unis, en novembre 2024.

La réponse saoudienne est prudente pour deux raisons :

La • politique répressive actuelle du gouvernement Benjamin Netanyahu à l'égard des Palestiniens n'incite guère Riyad à faire le geste demandé.

Les • Saoudiens sont conscients qu'ils disposent là d'une carte majeure vis-à-vis tant d'Israël que des États-Unis et ils n'ont pas l'intention de gâcher leur joker.

Il est donc probable que l'Arabie saoudite exige en retour des garanties en matière de livraisons d'équipements militaires, un assouplissement des conditions américaines pour le développement du programme nucléaire saoudien et bien sûr un geste israélien sur la question palestinienne permettant de parvenir à une solution acceptable. Le roi Salmane n'entend en effet pas « vendre la Palestine », selon l'expression consacrée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

Naturellement, les Saoudiens sont parfaitement conscients qu'ils dépendent encore largement des États-Unis en matière de sécurité et ils attendent par ailleurs de voir si Téhéran et Damas délivrent sur leurs engagements en échange des ouvertures faites par Riyad à leur égard, ce qui reste à voir. Il s'agit, en particulier, de trouver une solution honorable à la guerre au Yémen et de mettre un terme au trafic de Captagon en provenance de Syrie.

Il n'y a pas eu d'annonce précise faite à l'issue de la visite de M. Blinken à Riyad, mais la volonté des deux parties de normaliser leurs relations est évidente. Il reste à savoir jusqu'où l'administration Biden est prête à aller pour améliorer ses rapports avec le royaume, mais aussi ce que Téhéran et Damas sont disposés concrètement à faire pour attirer les fonds saoudiens chez eux, qui est leur principal objectif.

L'Arabie saoudite entend, elle, dialoguer avec tout le monde – alliés et adversaires d'hier – mais elle jugera ses partenaires aux actes, et agira en conséquence.

Va-t-on vers la signature d'un accord nucléaire avec l'Iran ?

Pourparlers indirects à Oman et directs à New York, coopération accrue avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : l'Iran multiplie les signes d'ouverture envers les États-Unis, tout en étant ferme sur sa volonté de garder une industrie nucléaire qu'elle dit être à vocation civile. De son côté, faute de soutien politique pour revenir à l'accord de Vienne de 2015 sur le nucléaire iranien (JCPOA), l'Administration Biden se montre favorable à une « entente » a minima pour limiter le programme nucléaire iranien et, espère-t-elle, créer ainsi les conditions d'une désescalade régionale – déjà amorcée par l'Arabie saoudite et l'Iran sous l'égide de la Chine.

Un haut responsable diplomatique iranien s'est apparemment entretenu le 12 juin 2023 à Abou Dhabi avec des représentants français, britannique et allemand sur des dossiers stratégiques, dont le programme nucléaire iranien. La veille, le Guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, s'est dit prêt à conclure un accord avec les pays occidentaux sur le programme nucléaire iranien, tout en posant ses conditions : « Il n'y a rien de mal dans un accord [potentiel avec l'Occident], mais l'infrastructure de notre industrie nucléaire ne doit pas être touchée », a-t-il affirmé, en niant que son pays cherchait à acquérir la bombe atomique.

L'Iran et les États-Unis ont, semble-t-il, tenu des pourparlers indirects à Oman en mai, dont le but était de parvenir à une « entente » sur l'arrêt du développement du programme nucléaire iranien, qui pourrait poser les bases pour des négociations sur un futur accord. Des discussions indirectes se poursuivraient par l'intermédiaire d'Oman sur la levée de certaines sanctions américaines visant l'Iran. Des réunions directes auraient aussi eu lieu aux États-Unis entre l'ambassadeur iranien à l'ONU, Amir Saeed Iravani, et l'envoyé spécial américain sur l'Iran, Robert Malley.

Comme on le sait, les pourparlers indirects entre les États-Unis et l'Iran sur un retour au JCPOA ont échoué en septembre 2022, chaque camp accusant l'autre d'avoir des demandes maximalistes. L'accord, duquel les États-Unis se sont retirés unilatéralement en 2018 sous l'ancien Président Donald Trump, visait à empêcher l'Iran de développer une arme nucléaire en échange de la fin des sanctions.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

Depuis le retrait américain, la République islamique a continué à déployer un programme nucléaire, dont elle nie toute portée militaire. En février 2023, l'AIEA a pourtant annoncé avoir détecté dans l'usine de Fordo des particules d'uranium enrichi à 83,7 %, soit juste en deçà des 90 % nécessaires pour produire une bombe atomique.

En outre, la coopération militaire accrue de l'Iran avec la Russie en pleine guerre d'Ukraine, où des drones militaires iraniens sont utilisés, embarrasse Washington dans l'optique de pourparlers avec la République islamique. Washington a fait référence à plusieurs reprises à une potentielle action militaire, reprenant des éléments du discours de son allié israélien, qui mène une guerre de l'ombre depuis des années contre la République islamique. En face, l'Iran a construit une usine nucléaire souterraine si profonde qu'elle serait hors de portée des missiles américains fabriqués à cet effet, a révélé fin mai l'agence Associated Press. La Maison-Blanche a finalement toujours dit préférer la solution diplomatique, malgré une opposition bipartisane contre un retour à l'accord de 2015. Les Européens, intermédiaires dans les négociations, ont récemment poussé les États-Unis à se remettre à la table des négociations. En avril, Washington a ainsi discuté avec l'Union européenne (UE) et Israël d'un possible accord intérimaire permettant une levée de sanctions plus modeste en échange d'un allègement d'une partie du programme nucléaire iranien. Médiateur traditionnel dans la région, le sultan d'Oman, Haitham ben Tareq Al Said, a effectué une visite de deux jours en Iran, le 28 mai 2023. Le 8 juin, Téhéran et Washington ont néanmoins démenti une information de Middle East Eye selon laquelle les deux parties s'approcheraient d'un tel accord provisoire.

Samedi 10 juin, lors d'un échange téléphonique avec son homologue iranien Ebrahim Raïssi, le président Macron a souligné l'importance que Téhéran prenne des mesures de désescalade et respecte les engagements pris auprès de l'AIEA. Quelques jours plus tôt, le chef de l'agence atomique, Rafael Grossi, avait jugé « trop lente » la coopération de Téhéran sur la réinstallation de caméras de surveillance sur plusieurs sites nucléaires, une décision prise le 4 mars dernier avec celle d'augmenter le rythme des inspections.

Le 30 mai, l'agence de presse officielle iranienne IRNA rapportait cependant que Téhéran et l'AIEA avaient par ailleurs clos deux litiges relatifs à la présence de traces d'uranium enrichi sur trois sites non déclarés. La fermeture de l'enquête était une condition iranienne pour un retour au JCPOA l'été dernier.

En parallèle, l'Irak a accepté de payer environ 2,76 milliards de dollars de dettes de gaz et d'électricité à l'Iran après avoir reçu des États-Unis une dérogation aux sanctions, a déclaré le 10 juin le ministre irakien des affaires étrangères. Cette dérogation confirme que les États-Unis sont prêts à répondre aux récentes concessions iraniennes et que les deux pays explorent différentes options pour surmonter l'impasse des négociations nucléaires.

Une dynamique est donc certainement en train de se mettre en place pour parvenir à un nouvel accord avec Téhéran, il faut toutefois rester sceptique quant aux informations qui suggèrent que le JCPOA est en train d'être relancé. Les parties cherchent avant tout à apaiser les tensions. Certains médias laissent entendre qu'en contrepartie d'un arrêt du développement de son programme



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

nucléaire et d'un échange de prisonniers, l'Iran pourrait obtenir le dégel d'une partie de ses avoirs, ainsi que la possibilité d'exporter jusqu'à un million de barils de pétrole par jour.

Cette dernière concession pourrait profiter au Président Biden avant les élections de 2024, évitant une crise régionale avec l'Iran, mais aussi en freinant la montée des prix du brut que la récente décision saoudienne de diminuer sa production a suscitée. Pour le Président-candidat, il s'agit de contourner l'opposition bipartisane à tout accord avec la République islamique, notamment face aux craintes qu'une levée des sanctions contre l'Iran bénéficie indirectement à Moscou. Une « entente » plus limitée, qui ne nécessite pas un vote au Congrès, pourrait ainsi faire l'affaire, surtout si elle est accompagnée d'une libération de ressortissants américains détenus en Iran. Le 12 juin, Téhéran a fait savoir qu'un échange de prisonniers avec les États-Unis pourrait bientôt avoir lieu.

Sur le plan régional, Washington s'est récemment montré très actif auprès de son allié israélien et de son partenaire saoudien, laissant penser qu'il les a informés de l'avancée du dossier. En 2015, on lui avait reproché de ne pas avoir associé les pays du Golfe aux négociations préalables à la signature de l'accord de Vienne. Au côté de l'État hébreu, ces derniers avaient ensuite décrié l'accord, anticipant une extension de l'influence de l'Iran dans la région. Aujourd'hui encore, Israël pourrait essayer de perturber les négociations par une pression diplomatique, le partage des renseignements, des déclarations publiques ou des actions clandestines.

Pour sa part, en se montrant plus ouvert aux négociations, Téhéran ne s'engagera pourtant pas dans un accord avec les États-Unis sans garantie qu'ils ne s'en retirent pas une nouvelle fois.

La question-clé dans le discours de Khamenei sur « l'industrie nucléaire qui ne doit pas être touchée » est ce à quoi il fait référence : aux centrifugeuses avancées, aux réserves d'uranium enrichi etc... Une chose est sûre, le Guide suprême a dit clairement qu'il n'accepterait aucun accord qui sape les capacités nucléaires de l'Iran.

En somme, l'apaisement récent des tensions dans la région crée les conditions de la recherche d'un accord limité évitant le risque d'une action militaire et freinant le programme nucléaire iranien. Il reste à savoir si sur le plan politique, à Washington et peut-être aussi à Téhéran, les modalités d'un tel accord seront acceptées. Les pays du Golfe auront par ailleurs leur mot à dire, comme ils l'ont exprimé récemment, car cette « entente » aurait des implications majeures sur leur sécurité – l'avenir du programme nucléaire iranien – et leurs revenus – une baisse des cours du brut en cas de reprise des exportations iraniennes. La fenêtre d'opportunité avant l'élection présidentielle américaine existe bien, mais la négociation ne sera pas facile.

Avance-t-on dans la mise en œuvre de l'accord saoudo-iranien ?

Des ministres des Affaires étrangères reçus en grande pompe, la réouverture de l'ambassade iranienne à Riyad, puis la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et la Syrie : autant de signaux que le Moyen-Orient se dirige vers une forme d'apaisement des tensions, sans pour autant effacer un constat : plus de 100 jours après sa signature, la portée de l'accord entre l'Arabie saoudite et l'Iran, conclu sous l'égide de la Chine le 10 mars 2023, se limite à ce jour à des symboles diplomatiques. Son contenu n'a jamais été révélé et sa portée reste floue.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40

Fallait-il attendre plus d'un accord de détente qui n'est qu'un « processus de gestion de relations avec un pays potentiellement hostile afin de préserver la stabilité tout en conservant ses intérêts vitaux », comme le définissait Henry Kissinger devant le Congrès américain en pleine guerre froide ? En réalité, il ne s'agit pas d'une métamorphose dans les relations saoudo-iraniennes, mais d'un arrangement temporaire qui peut résoudre certains problèmes en suspens.

L'arrangement, décrit comme « historique », avait pourtant suscité l'espoir d'un apaisement de Beyrouth à Sanaa. Il était cependant clair que le deal entre l'Arabie saoudite et l'Iran ne pouvait résoudre d'un coup tous les problèmes au Liban, au Yémen, en Syrie ou en Irak, même s'il peut aider à faire redescendre la température dans certains de ces points chauds.

Les lignes rouges sont plutôt centrées sur la prévention des ingérences externes dans les pays de la région. Car, après des décennies de guerre par procuration, la méfiance entre les deux pays demeure bien ancrée. L'Arabie saoudite a fait le pari du rapprochement avec son grand rival pour tenter de stabiliser la région et mener ainsi à bien ses mégaprojets économiques.

Le bilan semble pour l'heure mitigé. Certes, les négociations de paix entre une délégation saoudienne et des responsables houthis à Sanaa le 9 avril 2023 ont marqué un pas important dans la désescalade du conflit au Yémen, du moins dans sa dimension régionale. Néanmoins, selon le département d'État américain, l'Iran continue à armer les houthis, balayant une exigence phare de l'Arabie saoudite qui a subi des centaines d'attaques depuis le territoire yéménite ces dernières années. Idem en Syrie : malgré la normalisation entre Riyad et Damas et l'invitation de Bachar el-Assad au sommet de la Ligue arabe en mai, le régime n'a pas entrepris d'actions concrètes pour mettre fin au trafic de Captagon – qui inonde le marché saoudien – ni pour écarter les milices iraniennes de son pays. En réalité, au prix d'énormes sacrifices humains et financiers, Téhéran a durablement installé ses relais politiques et militaires au Yémen, en Syrie, au Liban et en Irak, au grand déplaisir de Riyad.

En opérant un rapprochement avec l'Iran, l'Arabie saoudite souhaitait contrebalancer l'influence de son tempétueux voisin dans ces pays – c'était l'un des buts affichés de la normalisation avec la Syrie.

Ici encore, les options du royaume semblent limitées pour contrer l'Iran au Moyen-Orient. Téhéran va-t-il se contenter de ce nouvel arrangement avec l'Arabie saoudite et la laisser se concentrer sur ses propres projets, ou va-t-il tenter d'obtenir un soutien financier de Riyad en échange de l'arrêt de ses ingérences déstabilisatrices dans la région ?

Dans ce second cas, l'espoir implicite des Saoudiens est que les Chinois parviennent à freiner le comportement prédateur de l'Iran.

Toutefois, le rôle que Pékin est prêt à endosser entre les deux poids lourds régionaux apparaît tout aussi flou. Qui surveille la mise en œuvre de cet accord ? A-t-on vu ou entendu parler d'émissaires chinois faisant des allers-retours entre Riyad et Téhéran ? Les Chinois n'ont pas la capacité de jouer



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 41

ce rôle et, franchement, ils ne le souhaitent pas, parce qu'une médiation sérieuse implique beaucoup de tension. Autrement dit, Pékin devrait se cantonner à sa fonction de courtier diplomatique.

Mohammad ben Salmane a toutefois peut-être créé un piège pour les Iraniens : s'ils ne respectent pas leur part de l'accord, ils se discréditeraient aux yeux de leur partenaire chinois. Néanmoins, en cas d'escalade entre l'Arabie et l'Iran, la Chine ne fournirait vraisemblablement pas d'assistance sécuritaire ou militaire au royaume.

De son côté, la République islamique a signé l'accord de Pékin en grande partie dans l'espoir de développer le commerce et d'attirer les investissements saoudiens pour relancer son économie étouffée par la mal-gouvernance et les sanctions. Les échanges bilatéraux s'élèvent aujourd'hui à seulement 15 millions de dollars, un chiffre que les Iraniens voudraient faire grimper à 1 milliard à court terme. Cela est théoriquement possible, car le commerce entre les deux pays est si minime qu'il y aurait de la place pour des échanges dans les secteurs non sanctionnés, comme l'agriculture, l'industrie pharmaceutique et le tourisme, par exemple. Les secteurs-clés du pétrole et du gaz – carburant économique des deux pays – restent toutefois, pour l'instant, hors-jeu. Il faudrait un changement majeur dans le régime de sanctions américaines contre l'Iran pour que cela se produise de manière réaliste. La capacité de l'Iran à faire des concessions sur ses programmes de drones, de missiles balistiques et de développement du nucléaire reste cependant à définir. La relance du JCPOA a de nouveau échoué en août 2022, même si les contacts se poursuivent entre Téhéran et Washington. Un accord limité qui lèverait une partie des sanctions en échange de dégel de certaines activités iraniennes n'est pas à exclure. L'acceptation de l'état de seuil nucléaire de l'Iran semble ainsi gagner doucement les esprits. Le JCPOA et l'accord tacite constituent néanmoins des ajustements tactiques, pas des solutions définitives ; et les Saoudiens n'en ont pas non plus. La différence est que l'Arabie saoudite est beaucoup plus vulnérable face à ce risque que les États-Unis, par sa proximité géographique avec l'Iran.

Finalement, deux facteurs externes à l'accord irano-saoudien sont susceptibles d'influer sur les relations entre les deux pays. Le premier est le potentiel changement d'Administration américaine en 2024, si un Républicain comme Donald Trump est élu Président. Cela injecterait certainement de l'instabilité dans la relation irano-saoudienne. Le second facteur est l'éventualité d'une escalade entre Israël et l'Iran sur le dossier nucléaire. Que fera l'Arabie saoudite dans ce cas-là ? Ces éléments d'incertitude expliquent sans aucun doute la lenteur du processus de normalisation entre Riyad et Téhéran.

Comment interpréter l'abstention de l'Arabie saoudite et de la quasi-totalité des pays arabes lors du vote de la résolution des Nations unies sur les disparus de Syrie ?

Le constat est frappant. Lors du vote, le 29 juin 2023, de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur la création d'un organisme indépendant destiné à vérifier le sort des disparus de la guerre en Syrie, l'Algérie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis (EAU), l'Irak, la Jordanie, le Maroc, Oman, la Tunisie et le Yémen se sont abstenus. Pourtant ce sont ces mêmes pays qui, pendant une décennie, ont dans leur majorité mis la Syrie au ban de leur communauté, rompant leurs relations diplomatiques avec Damas, l'excluant de la Ligue arabe en 2012 et soutenant



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 42

un temps les groupes d'opposition au régime de Bachar el Assad. Il est difficile de ne pas y voir le résultat immédiat de la réhabilitation de Damas sur la scène arabe, commencée par les EAU et impulsée par l'Arabie saoudite. Soucieux de stabiliser la région pour le bon développement de ses mégaprojets économiques, Riyad a en effet mené une intense campagne auprès de ses voisins pour voter le retour de la Syrie dans la Ligue arabe en mai. Cette réhabilitation a été actée par l'invitation du Président Assad au dernier sommet de l'organisation à Djeddah, où il a été accueilli chaleureusement par le prince héritier saoudien. Avec cette abstention à l'ONU, près de deux mois après avoir normalisé ses relations avec la Syrie, l'Arabie saoudite montre une nouvelle fois sa volonté d'endosser le rôle de puissance non alignée sur Washington et incontournable dans la région. Elle signale à la Syrie et ses alliés russe et iranien qu'elle ne fait plus partie de la campagne de non-reconnaissance du régime syrien soutenue notamment par les États-Unis et qu'elle souhaite sincèrement son retour dans le giron arabe. Cela signifie surtout que les Saoudiens voudront que la question syrienne soit tranchée au sein de la sphère politique arabe et non par des acteurs internationaux. D'une certaine manière, l'Arabie veut ainsi retrouver son statut de « grand frère » arabe et de leader respecté par tous les acteurs régionaux.

Le choix de l'abstention plutôt que du vote contre est aussi un moyen pour eux, et en particulier les Saoudiens et les Émiriens, de conserver une marge de manœuvre entre leurs différents partenaires. Vis-à-vis des Occidentaux, ils peuvent prétendre qu'en évitant un rejet total arabe, cette position a permis dans un sens à la résolution d'être approuvée. Ils envoient en même temps un message à Assad qu'ils ne le soutiendront qu'à certaines conditions : à savoir la fin du trafic de Captagon, le retour des réfugiés syriens en toute sécurité chez eux et la résolution politique du conflit en Syrie. Le régime n'a en effet, pour l'heure, montré aucune réelle volonté d'honorer ces engagements.

Finalement, le Qatar et le Koweït ont été les deux seuls États arabes à voter pour la résolution sur les disparus de Syrie. Les deux pays n'ont en effet jamais caché leur réticence à la réhabilitation du régime de Bachar el-Assad. La demande du retour en toute sécurité des réfugiés syriens fait notamment partie intégrante de la position de Doha. Le pays se doit néanmoins de jouer les équilibristes sur le plan régional : un an et demi après la fin du blocus (2017-2021) mené par les EAU et l'Arabie saoudite, et alors que la région montre des signes de stabilisation, l'heure n'est pas aux dissensions. « L'État du Qatar cherche toujours à soutenir le consensus arabe et n'y sera pas un obstacle » avait déclaré le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères avant le retour de la Syrie dans la Ligue arabe. Doha l'avait approuvé avec douze autres membres de l'organisation le 7 mai 2023, tout en rappelant qu'il ne normaliserait pas ses relations avec le régime syrien, contrairement à Abou Dhabi et Riyad.

En dehors de ces considérations géopolitiques, l'abstention au vote sur les disparus de Syrie est, enfin, l'occasion pour les pays arabes d'éviter de prendre position sur un sujet qui les concerne en interne. La majorité de ces États compte en effet des prisonniers politiques arrêtés de façon arbitraire pour des simples raisons de censure. Dans ces conditions, ils souhaitent donc que ce genre de résolution n'ait pas lieu. Toutefois, pour ne pas être dans une logique de défiance vis-à-vis de la communauté internationale, ils préfèrent s'abstenir sur tout ce qui est du domaine des droits humains.



Le vote de l'Arabie saoudite et de la plupart des pays arabes sur cette résolution correspond donc à une série de motifs qui doivent être compris dans leur complexité et ne pas être interprétés comme un simple blanc-seing accordé désormais au régime de Damas.

defnat.com

JO 2024 : les menaces qui planent sur les Jeux dévoilées dans une note de la gendarmerie

Un an avant le lancement des Jeux olympiques de Paris, RMC Sports et BFMTV indiquent avoir consulté une note de la gendarmerie, qui a été transmise à la DGSI, au comité d'organisation et aux autres services concernés afin de faire l'inventaire des menaces qui planent sur l'événement.

« **La question n'est pas de savoir si l'évènement va être attaqué mais de savoir quand et comment** », peut-on lire dans la note sur la sécurité des prochains Jeux olympiques. Daté du 21 août 2023, ce document de dix pages, qui provient de la gendarmerie nationale, a été partagé à la DGSI, au comité d'organisation des Jeux olympiques de Paris 2024 et à tous les autres services concernés. Son contenu a été dévoilé par RMC Sports et BFMTV mardi 29 août 2023. Contactés par Ouest-France, la gendarmerie nationale et le ministère de l'Intérieur ne sont « ni en mesure d'infirmer, ni de confirmer l'existence de cette lettre ou sa provenance ». Pour l'heure, le comité d'organisation des Jeux olympiques n'a pas donné suite.

Des menaces de différentes natures

« Cet événement, fortement médiatisé et gage de l'image de la France à l'international, est susceptible de faire l'objet d'actions terroristes, cyber, criminelles ou de la part des mouvances de subversions violentes (ultradroite, ultragauche, écologisme radical, contestation sociale) en quête de visibilité médiatique », indique la gendarmerie dans la note, relayée par RMC Sports et BFMTV.

La menace terroriste évoquée « pourrait être constituée notamment par des individus souffrant de troubles psychologiques, sans ancrage idéologique. Influencés par les discours propagandistes et anti-blasphématoires, leur éventuel passage à l'acte violent est difficilement prévisible ».

De potentielles cyberattaques et des « cibles cyber » sont aussi évoquées. « Des campagnes de désinformation visant des équipes, vol de données confidentielles, déstabilisation par attaques des lieux de vie (hôtellerie, restauration) », énumère la note en ajoutant qu'« il est plausible qu'un ou plusieurs systèmes d'information concourant à l'organisation des JOP2024 soient déjà compromis et permettent à terme de lancer une attaque potentiellement coordonnée sur plusieurs sites ».

Augmentation des actes criminels

La note contient aussi des inquiétudes sur un possible « accroissement des activités illicites ». Les actes de natures criminelles pourraient ainsi être plus fréquents en raison de « la forte augmentation de la population ». Pour rappel, plus de 15 millions de visiteurs sont attendus à Paris dans le cadre des Jeux. Toujours selon nos confrères de BFMTV et RMC, la majeure partie de cette note est



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Août 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 44

consacrée au risque de menace contestataire pendant les Jeux olympiques de Paris car l'évènement pourrait servir « de vitrine à la commission d'actions diverses dans le cadre de contestations sociales et sociétales ».

La note explique que « certains sponsors (Airbnb, Alibaba, Coca-Cola, CMA-CGM, Orange, EDF, Visa,..) sont déjà ciblés par des activistes écologistes ou d'ultragauche. Des dégradations ou des blocages de sites pourraient être organisés par des militants ». Certains groupes ont déjà été identifiés dans le document, comme Saccage 2024 ou Extinction Rebellion. Ces deux formations ont déjà mené une action de dégradation sur le gazon du terrain au Golf national de Guyancourt, le 17 septembre 2022.

Crainte de violences urbaines

Après la mort du jeune Nahel, tué par un policier lors d'un contrôle routier à Nanterre, plusieurs nuits d'émeutes se sont succédé entre fin juin et début juillet 2023. Un nombre important de forces de l'ordre avait été mobilisé. Les services de gendarmerie ont précisé dans la note leur crainte de violences urbaines qui « pourraient à nouveau survenir à la suite d'un évènement particulier, ce qui impacterait la réponse capacitaire des forces de sécurité intérieures mobilisées sur la sécurisation des JOP 2024 ».

Les tensions internationales sont aussi évoquées par les gendarmes, dans le contexte du soutien de la France à l'Ukraine depuis l'invasion russe, mais aussi avec « les conflits israélo-palestinien et kurdo-turc ».

L'armée mobilisée ?

Pour faire face à cet éventail de menaces, de nombreuses forces de sécurité devront être déployées. Mais après une première alerte en janvier, la Cour des comptes publiait un nouveau rapport qui évoque le manque d'effectifs pour assurer la sécurité des Jeux. Il n'y aurait pas assez d'agents du secteur privé pour un évènement de cette ampleur. Le recours à l'armée a été évoqué par plusieurs sénateurs pour pallier ce déficit. Mardi 29 août 2023, la ministre des Sports Amélie Oudéa-Castéra était interrogée par RTL à ce sujet et affirmait que ce « n'était pas une idée loufoque » et qu'elle était même « aujourd'hui examinée par Sébastien Lecornu et Gérard Darmanin ».

ouest-france.fr